

« D'étranges révolutionnaires... ».

Les gauches alternatives aux prises avec le conflit des usines Lip  
(1973-1977)

Guillaume Gourgues

Maitre de conférences en science politique  
Université de Franche-Comté, CRJFC/PACTE

Entre juin et août 1973, les travailleurs en grève des usines horlogères Lip, située dans le quartier de Palente à Besançon, transforment l'occupation de leur usine en évènement politique, encore récemment commémoré (Pernin, 2013). Cette transformation tient en trois décisions : le 12 juin 1973, ils « volent » et cachent le stock de montres de l'entreprise ; le 18 juin 1973, ils votent en assemblée générale le redémarrage partiel de la production de montre ; le 2 août 1973, ils organisent la première « paye sauvage ». Au-delà de leur apparente simplicité, ces actes portent une ambiguïté politique fondamentale, enjeu de disputes, encore actuellement. Cette ambiguïté porte sur le sens politique de *l'action* des travailleurs Lip : Les Lip ont-ils pratiqué une forme d'autogestion ? Si oui, dans quel but ? Ont-ils eu raison de s'engager dans cette voie ?

Pour répondre à ces questions, la voie d'analyse classiquement suivie est bien entendu celle de l'analyse historique, permettant d'identifier ce que Lip emprunte à l'autogestion et ce qu'il ne lui emprunte pas. De ce point de vue, les analyses de Franck Georgi (2014) insistent sur la manière dont les histoires du conflit Lip et de « l'idée » autogestionnaire s'entrecroisent sans jamais se confondre. D'un côté, si le terme même d'autogestion est très peu utilisé par les principaux leaders du conflit, la décision de reprise de la production utilise l'existence d'un débat politique d'envergure pour flirter avec le « mythe » et élargir par la même sa popularité et son attraction. Les raisons stratégiques de ce recours à la « grève productive », ou « grève autogestionnaire » sont connues : mobilisation des salariés avant les vacances d'été, financement du combat à venir, poursuite du défi lancé au gouvernement et aux actionnaires lors du vol du stock de montres. D'un autre côté, les défenseurs et détracteurs de Lip ont renforcé l'amalgame entre autogestion et Lip : les militants autogestionnaires (notamment au sein du PSU) utiliseraient la grève de Lip pour prophétiser l'avènement possible d'un socialisme autogestionnaire, tandis que les détracteurs des ouvriers et de leur lutte tentent de décrédibiliser la grève en l'assimilant à une douce rêverie irresponsable endoctrinée par les fadaïses autogestionnaires<sup>1</sup>. Au final, Lip aura été une étape importante, mais passagère, d'un débat d'ensemble sur l'autogestion, dont les bornes temporelles sont connues<sup>2</sup>.

Cette analyse, si elle a le mérite d'éclaircir un point régulièrement évoqué à propos de Lip (la grève n'a pas eu de mot d'ordre explicitement autogestionnaire, mais s'est appuyée sur une forme autogérée de lutte), a toutefois tendance à délaïsser la complexité des débats que les ouvriers de Lip ont pu ouvrir grâce à leur initiative. En effet, si les penchants

---

<sup>1</sup> Notamment l'UIMM dans la publication : *Lip, la lune*, supplément à UIMM actualités, octobre 1973.

<sup>2</sup> L'âge d'or de l'autogestion appartiendrait depuis à un passé révolu dès les années 1980 par l'abandon de cette thématique par les acteurs du champ politique et syndical, à l'instar de ce qu'observe Geneviève Petiot (1990) lors du congrès de Rennes du Parti Socialiste, tenu en 1990, où aucune contribution ne reprend le vocable.

autogestionnaires peuvent être rabattus rétrospectivement sur une séquence historique établie par l'histoire contemporaine, nous courrons le risque de sous-estimer ce qu'a pu représenter l'évènement Lip pour ceux qui l'ont vécu, et s'y sont trouvés concrètement mêlés, en étant présent dans l'usine ou aux alentours. Pour eux, aucune séquence historique ne se dessinait : tous étaient confrontés à une incertitude fondamentale, ouverte par l'imagination des travailleurs bisontins.

Parmi les acteurs de tout premier plan de cette expérience *en train de se faire*, on trouve de très nombreux militants de ce que l'on nommera ici la « gauche alternative ». Par gauche alternative, nous désignerons ici deux groupes de militants : d'un côté, les groupuscules d'extrême-gauche, ayant pour point commun de prendre leurs distances avec l'élaboration (en cours) du programme commun ; d'un autre côté, la « deuxième gauche » et principalement le PSU, qui marque sa spécificité idéologique parmi les partis de gauche plus classiques, notamment autour de son projet autogestionnaire, notamment alimenté par Pierre Rosenvallon (1976). Cette présence des militants de la gauche alternative, si elle parfaitement connue, n'a été abordée que de manière quelque peu lapidaire dans les travaux existants sur Lip. L'essentiel des travaux portant sur le conflit concentrent leur attention sur les acteurs de gauche dominants : les syndicats CFDT et CGT, et les partis socialistes et communistes. Qu'il s'agisse des groupuscules d'extrême gauche ou du PSU, leur présence est souvent abordée sous l'angle de la « récupération déçue ».

Cette récupération avortée a deux faces. D'un côté, les tenants de la doctrine autogestionnaire qui, notamment au sein du PSU, veulent non seulement faire de Lip un « exemple » à suivre, mais aussi une configuration à méditer pour procéder au réexamen de leur socle théorique<sup>3</sup> et comprendre l'asymétrie qui affecte l'avènement politique et social du socialisme autogestionnaire. D'un autre côté, bien que n'adhérant pas à la rhétorique autogestionnaire, apparentée selon eux à une forme de « réformisme », les groupuscules d'extrême gauche ne cachent pas non plus leur volonté de faire de Lip l'épicentre d'un mouvement de plus grande envergure et de large portée. Lip n'incarnerait rien de moins que le prodrome d'une lutte radicale et violente contre le système capitaliste et ses oripeaux démocratiques. Les ouvriers de Palente seraient non seulement parvenus à « rem[ettre] en cause la propriété privée des moyens de productions », mais auraient également, en s'« assur[ant] à tous, démocratiquement et de façon collective, un salaire qui leur permet de tenir »<sup>4</sup>, apporté la preuve de la pleine et entière viabilité du communisme démocratique. Toutefois, les mouvances gauchistes trouvent un motif de déception et d'autocritique dans le constat de leur incapacité manifeste à s'ancrer solidement dans ce collectif ouvrier<sup>5</sup>, qui est essentiellement fondé par des militants catholiques<sup>6</sup> et membres, pour certains d'entre eux, du PSU.

Ce récit historique de la trajectoire des gauches alternatives dans le conflit Lip pose un problème central : il englobe une nébuleuse d'agents aux positionnements vraisemblablement hétérogènes dans une seule et même trajectoire, se limitant en quelque sorte à la

---

<sup>3</sup> Pour une analyse de l'usage fréquent de cette thématique dans le courant de la deuxième gauche française. Cf. Georgi, 2003.

<sup>4</sup> « Vive la lutte exemplaire des travailleurs de Lip », tract de la Gauche Révolutionnaire Proletarienne (ligne rouge), août 1973 (Archives départementales de l'Isère).

<sup>5</sup> Les diverses interventions des différents groupes d'extrême gauche (Alliance des Jeunes pour le Socialisme, Front Rouge, Lutte Ouvrière, Gauche Révolutionnaire Proletarienne, Gauche Ouvrière et Paysanne, Rouge, Révolution) obtiennent « il est vrai, des succès inégaux » ; cf. Anouar Khaled, « Lip. L'action de l'extrême gauche », *Politique Hebdo*, octobre 1973, p. 25. Régulièrement accusée par la CGT de dissimuler ces militants gauchistes dans son organisation flottante et insaisissable (Castleton, 1997, p.33), le Comité d'Action s'est toujours défendu d'une pareille pratique (cf. notamment : Raguénès 2008, p. 163).

<sup>6</sup> De manière générale, sur l'influence du catholicisme, cf. notamment : Divo, 2003

« désillusion » des militants de l'après 68 face à un conflit qu'ils ne parviennent pas à enrôler dans leur projet. Or, l'examen rapide de quelques sources bibliographiques de l'époque montre une toute autre réalité. Ainsi, l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) fustige les militants de la LCR et de Lutte Ouvrière à propos de leurs hésitations et de leurs prophéties concernant l'autogestion : ces « étranges révolutionnaires » se seraient ainsi fourvoyés dans des pistes autres que la lutte armée<sup>7</sup> – nous y reviendrons. C'est précisément cette dimension qui constitue le cœur de notre article.

En effet, nombre de militants des gauches alternatives engagé dans le conflit Lip sont effectivement « d'étranges révolutionnaires » ; au-delà des mots d'ordres de renversement du capitalisme largement relayés de toute part, ils tentent de comprendre, chemin faisant, ce que signifie le conflit Lip et son attrait pour la « grève productive », les payes sauvages. Cet article part d'un constat, que nous aurons l'occasion d'approfondir : au gré des publications et des polémiques qui les sous-tendent, ces militants se montrent tiraillés entre leur enthousiasme face à la prise en main collective et démocratique de la lutte par les travailleurs de Lip et leur inquiétude quant au devenir de cette « autogestion » qui ne dit pas son nom. Nous proposons donc de revenir sur le détail de ces doutes, leur formalisation et leur articulation, afin de comprendre ce qu'ils nous enseignent sur le conflit Lip, et au-delà, sur les tensions que le traversent.

Notre propos s'articule alors ainsi en trois temps. Premièrement, nous proposons de définir méthodologiquement la manière dont nous tentons de saisir l'action des militants de gauche alternative dans le conflit Lip : en considérant Lip comme un « évènement », donnant lieu à une production argumentaire tâtonnante (I). Deuxièmement, nous revenons sur le contenu de l'influence et des réactions de nos « étranges révolutionnaires », reflétant une inquiétude fondamentale quant à l'avenir du conflit Lip : celle de voir les travailleurs qui l'animent quitter la conflictualité sociale, pour s'engager dans un format coopératif « pacifié » et inoffensif (II). Troisièmement, nous tentons de montrer que l'évolution du conflit, conduisant à la constitution d'une coopérative en 1977, reste fondamentalement marquée par l'inquiétude (III), elle-même révélatrice du principal enseignement de notre analyse : les militants de gauche alternative comprennent, dès 1973, que la solution coopérative et autogestionnaire menace la construction d'un rapport de force véritablement menaçant pour le régime capitaliste.

## I- ETUDIER LA PRESENCE DE LA GAUCHE ALTERNATIVE DANS « L'ÉVÈNEMENT » LIP

Le caractère évènementiel de Lip, défini depuis les sciences sociales, n'a rien d'évident. En effet, si Lip se présente comme un évènement, c'est d'abord dans un sens « médiatique », dont Alban Bensa et Eric Fassin (2002) nous expliquent précisément qu'il peut poser problème à l'historien ou au sociologue. Pourquoi Lip se constitue-t-il en évènement médiatique ? Tout simplement parce que le caractère spectaculaire que prend l'occupation de l'usine entre avril et août 1973 – séquestration des administrateurs provisoires, vol du stock de montre, occupation d'une usine ouverte à tous et constamment « en fête » (Champeau, 2007), reprise de la production et paye sauvage – a été l'objet d'une attention médiatique très forte alimentée par une stratégie consciente de popularisation de la part des ouvriers<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> OCI, *Les Marxistes contre l'autogestion*, Paris, Selio, 1974

<sup>8</sup> En effet, dans le cadre du rapport de force qu'ils inaugurent avec leur actionnaire suisse, les « Lip » mettent en place un véritable dispositif de communication dont le but clairement revendiqué est d'obtenir l'indispensable

Cet écueil de l'illusion, typiquement moderne, de l'évènement qui masquerait des réalités structurelles plus lourdes<sup>9</sup> et ferait de tout « fait social » un évènement en puissance pour peu qu'il soit convenablement médiatisé, est particulièrement fort dans le cas de Lip. En effet, comme l'indique Joëlle Beurrier (2003), les grèves de l'usine horlogère ont été érigées en une sorte de mythe collectif par une frange du militantisme de gauche et du syndicalisme, parfois très éloignée de l'évènement lui-même. On trouvera alors salutaire la démarche de Xavier Vigna (2007), qui réinscrit Lip dans une séquence historique – celle des dix années suivant mai 68 qui bouleversent les modes d'insurrection ouvrière et généralise l'occupation, la séquestration, le recours à l'art, au discours, à la démocratie – qui l'englobe, l'explique (en partie) et relativise son importance dans l'histoire du mouvement ouvrier français. La stratégie explicite de popularisation et de médiatisation des ouvriers de Lip eux-mêmes ajoute un enjeu supplémentaire à cette « prise de distance » sociologique consistant à replacer Lip dans un contexte pour se détacher du mythe.

Toutefois, Lip ne peut se résumer à l'évènement médiatiquement construit et au mythe trompeur. Sa dimension évènementielle doit être prise en compte dans une autre mesure, à savoir celle du basculement d'intelligibilité. Même si « historiens, sociologues ou anthropologues, dès lors qu'ils travaillent sur le présent, savent bien qu'il est rarement possible d'isoler l'évènement de sa médiatisation » (Besan, Fassin, 2002, p. 4), il importe de saisir que l'évènement existe au-delà de sa médiatisation. Cet évènement existe, de fait, dans la rupture qu'il introduit dans l'ordinaire connu, dans sa capacité à ouvrir une situation nouvelle qui interroge le champ des possibles :

« Tandis que nous vivons d'ordinaire dans le régime de ce qui va sans dire, nous voici plongés avec l'évènement dans le régime extraordinaire de ce qui ne sait plus se dire, ou du moins n'en est plus si sûr » (Bensa, Fassin, 2002, p. 4)

L'évènement est d'abord et avant tout une action, une rupture de situation qui établit autre chose que ce à quoi chacun était encore habitué. De fait, plutôt que de chercher à confirmer scientifiquement la « valeur » de l'évènement, il convient de s'intéresser à la manière dont il a pu signifier quelque chose pour ceux qui l'ont vécu :

« Au lieu, pour poser leur scientificité, de s'y opposer d'emblée en s'employant à réduire cette césure, nos disciplines renouent pour commencer avec la perception sociale de l'évènement. Pour reprendre à leur compte une telle analyse, il leur faut porter une attention particulière aux modalités selon lesquelles l'évènement s'impose à ceux qui le vivent » (Bensa, Fassin, 2002, p. 5)

Cette appréhension de l'évènement nous semble particulièrement féconde pour l'analyse du conflit Lip et de la compréhension du rôle qu'ont pu y jouer les militants de gauche alternative. En effet, nous pouvons considérer que Lip a constitué une rupture d'intelligibilité à laquelle les militants concrètement présents ont dû se confronter. Nous pourrions résumer cette rupture en une formule : entre avril et août 1973, les ouvriers d'une entreprise dont la notoriété nationale est immense, ont choisi, pour des raisons qui leur sont propres, de confisquer un stock de montre, puis d'occuper leur usine et de redémarrer la production, de vendre le produit de leur travail, pour s'octroyer un salaire en pleine période de grève. S'ils

---

soutien populaire. Représentant à elle seule le cœur de ce dispositif, la dénommée « commission de popularisation des travailleurs de Lip » fait de l'organisation démocratique de la mobilisation le principal objet de cette communication ; la nature de l'expérience des « Lip » devenant un argument politique dont la popularisation constitue une arme militante à part entière. L'extraordinaire couverture médiatique dont bénéficiera le conflit durant une période estivale faiblement chargée en actualité alimentera cette stratégie.

<sup>9</sup> « Nos disciplines préféreront le plus souvent montrer que l'évènement n'en est pas un : la nouveauté n'est pas si nouvelle, le surgissement s'inscrit dans une perspective historique, une tradition culturelle, une logique sociale » (Bensa, Fassin, p. 3).

défendent d'abord et avant tout leurs emplois, en s'opposant à toute forme de licenciement<sup>10</sup>, ils se sont donné les moyens de « prouver » que la reprise de l'activité de leur usine est possible, sans patron, sans l'aval du gouvernement, en dehors de tout cadre légal. La question qui se pose alors est donc la suivante : que faire de cet événement ? Comment l'inscrire dans une stratégie de lutte contre le capitalisme ? Vers quel *avenir possible* le projeter ?

Compris depuis cette perspective, Lip n'est pas le seul événement de cette époque : les grèves d'occupation, prenant parfois la forme autogestionnaire, sont nombreuses dans les années 1970, comme au Joint Français, aux Nouvelles Galeries, à Hutchinson ou Penarroya (Penissat, 2005). Nous ne cherchons pas à faire de Lip l'origine de quoi que ce soit, une rupture sociale à part entière. Notre objectif est plus simple : il s'agit de saisir Lip comme un événement ayant poussé des militants de gauche alternative à expliciter, en tâtonnant, leurs espoirs, leurs doutes, leurs projets. C'est à ces débats que nous souhaitons donc consacrer, en les considérant comme des *traceurs* : notre hypothèse est que le suivi de ces débats puisse nous informer sur la manière dont s'articule un débat de fond autour des voies à suivre pour résister en situation capitaliste ; débat dont nous pouvons retrouver les traces encore actuellement.

Cette dimension événementielle est également confirmée par la posture qu'adopte des militants étrangers, et notamment de Suisse. Ainsi, l'analyse de la reprise de la production à Lip est analysée explicitement en termes d'« événement » par la Ligue Marxiste Révolutionnaire Suisse, dans l'édition spéciale de son organe, *La Brèche Rouge*, en octobre 1973. Les raisons qui font de Lip un « événement » sont énumérées : la reprise de la production remet en cause la propriété privée des moyens de production, elle « démontre les capacités autogestionnaires de la classe ouvrière », elle garantit un salaire de survie, elle améliore la capacité d'action collective des travailleurs (rôle des commissions), elle fédère la population, devenue « complice » de l'initiative par l'achat de montres. Pour toutes ces raisons, Lip est un événement :

« Dans la période actuelle, caractérisée par une remontée des luttes ouvrières et une accélération des difficultés de la bourgeoisie, la décision de l'AG du 18 juin apparaît comme un *événement majeur*, une date dans le mouvement ouvrier »<sup>11</sup>

Mais le sens de cet événement reste presque intégralement à définir, ce à quoi s'attèle d'ailleurs l'intégralité du numéro spécial de *La Brèche Rouge* : tous les articles présentent une série d'arguments en présence dans et autour de l'usine, témoignages et analyses d'ouvriers, de militants, de syndicalistes analysés à l'appui, alimentant une controverse sur le sens politique à donner à cette reprise.

Comme en témoigne cette reprise des « arguments en présence » par *La Brèche Rouge*, la gauche alternative est donc présente physiquement au cœur de l'événement, dans l'usine et aux abords. Quelques organisations constituent même des cellules au sein de l'usine : c'est le cas du PSU (cellule Lip-PSU) ou du Parti Communiste Révolutionnaire (Cellule Fernand Yveton<sup>12</sup>). Les organisations sont surtout présentes par l'intermédiaire de leurs publications, distribuées dans l'usine, et de nombreuses réunions publiques, meetings, événements, dont les traces sont nombreuses dans nos archives et ce bien au-delà de l'année 1973 (Figure 1).

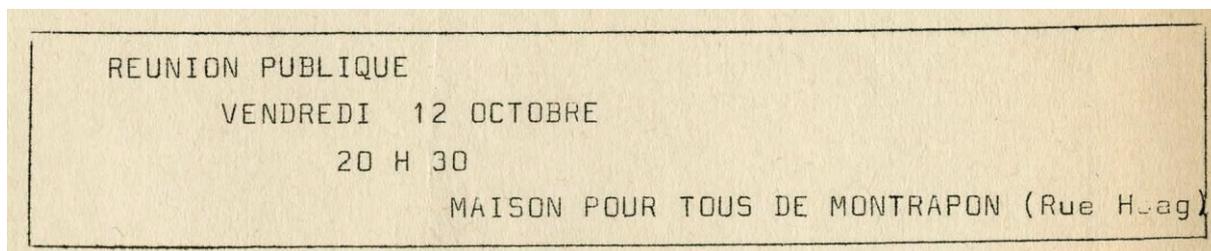
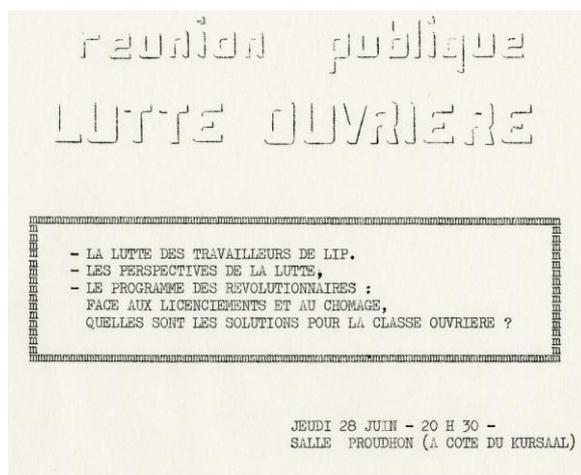
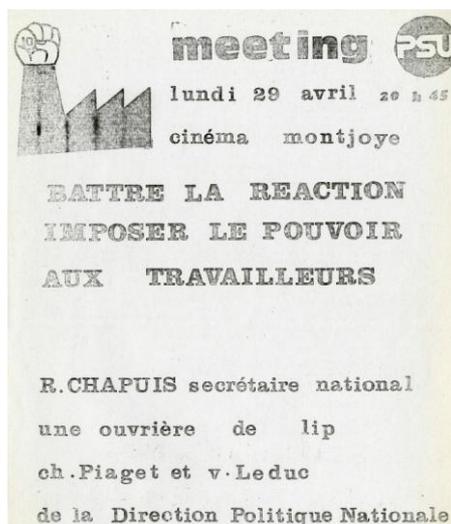
---

<sup>10</sup> Les revendications des Lip sont extrêmement claires, et jusqu'à la fin du conflit en 1977 : pas de licenciement, pas de démantèlement, maintien des avantages acquis.

<sup>11</sup> La Brèche Rouge, octobre 1973, p. 11. Nous surlignons.

<sup>12</sup> Fernand Yveton est un militant communiste, membre du FLN, guillotiné en le 11 février 1957 après avoir été arrêté pour terrorisme, sur ordre du ministre de l'Intérieur et de la Justice de l'époque, François Mitterrand.

Figure 1 : Annonces de meeting par les organisations de gauche alternative (PSU, 1974 ; LO, 1973 ; OCR, 1973)



Ils prennent également part aux comités de soutien et aux AG, ce qui ne d'ailleurs pas sans poser problèmes. Ainsi, en novembre 1973, les militants marxistes-léninistes de *Front rouge* évoquent une altercation avec le PC lors de l'AG de la veille, en pleine crise syndicale consécutive à la rupture des négociations avec le gouvernement français le 12 octobre 1973 :

« Vendredi matin, avant l'A.G., des Communistes Marxistes Léninistes se sont faits prendre à partie par des adhérents du Parti soi-disant communiste, qui leur ont expliqué violemment qu'on n'avait pas à lutter contre les démantèlements ! L'A.G. qui a suivi a mis au grand jour ce qu'étaient les belles paroles de la veille »<sup>13</sup>.

Le PSU n'est pas exempté de ces tensions. Ainsi, les militants de la cellule PSU-Lip sont amenés à se défendre publiquement contre les attaques, en provenance de la CGT, d'avoir commercialisé les montres « volés » contre l'avis des travailleurs, afin de satisfaire leurs fantasmes autogestionnaires, où d'avoir fait « explosé » le comité de soutien<sup>14</sup>. Il s'agit donc, pour nous, de saisir la manière dont ces militants de la gauche alternative ont pu prendre part aux débats, aux controverses, aux propositions consécutives au redémarrage de la production dans l'usine. C'est dans cette perspective que nous choisissons de nous orienter vers le fond d'archives que nous avons constitué dans le cadre de notre recherche sur Lip<sup>15</sup>, afin d'y traiter de manière spécifique tous les éléments émanant de ces groupes militants.

<sup>13</sup> Tract FR, novembre 1973.

<sup>14</sup> Tract PSU-Lip, 2 juillet 1973 ; dans ce tract, la cellule PSU-Lip répond au communiqué l'Union Départementale CGT du Doubs en date du 28 juin 1973.

<sup>15</sup> Le projet Plateforme Archivistique Lip. Edition Numérique Téléchargeable (PALENTE) vise à localiser, inventorier, numériser et mettre à disposition des chercheurs les archives du conflit social Lip (papiers, sonores et cinématographiques), sur la période 1973-1981.

La base de données ainsi constituée (Tableau 1) mérite quelques précisions méthodologiques. C'est en effet à partir de cette base que nous concevons l'enjeu d'une « banalisation » de l'étude des gauches alternatives, et ce dans deux sens différents :

- Premièrement, par « banalisation », nous entendons extraire l'étude de la gauche alternative de la micro-histoire spécialisée de ce champ politique. En effet, en nous concentrant sur notre base de données, nous renonçons d'emblée à toute entreprise de suivi des trajectoires militantes. En effet, la quasi-totalité des écrits auxquels nous avons accès ne sont pas signés, en dehors de leur organisation, et il s'avère impossible d'attribuer nommément ces propos, à quelques exceptions près. Ce n'est donc pas du point de vue des individus et de leur trajectoire que nous souhaitons aborder l'inscription des militants de gauche dans l'évènement (pour ce type d'approche, voir Salles, 2005 ; Neveu, 2008), mais bien sous l'angle des *argumentaires* concrètement tenus par les groupes militants. De la même manière, nous ne chercherons pas à rapporter l'étude de ces argumentaires aux rapports de force globaux traversant le champ des groupuscules d'extrême-gauche français (Lindenberg, 2005). Nous cherchons moins à comprendre comment les groupes s'affrontent qu'à saisir la manière dont ils sont amenés à coproduire une lecture de l'évènement Lip.
- Deuxièmement, nous banalisons cette gauche en considérant son action, non pas à partir de son destin connu, mais en s'intéressant à la manière dont elle a tenté de décoder une révolution *en train de se faire*. Nous nous inspirons en cela de Jacques Rancière (1981), lisant les archives du rêve ouvrier : avant de plaquer une quelconque lecture historique sur ces propos, il convient de saisir ce que les prolétaires, et dans notre cas les militants, ont pu imaginer, vivre, ressentir, craindre alors même qu'ils s'élevaient ou assistaient à l'émancipation des autres. Banaliser la trajectoire de la gauche alternative consiste ici à la resituer comme une somme d'individus éprouvant une révolution « en marche » et tentant d'en démêler le sens, de la faire durer et en déterminer l'horizon, sans ramener systématiquement leurs prises de position à tel ou tel corps de doctrine ou appartenance groupusculaire.

De ce point de vue, le mode de collecte de ces archives est en mesure de donner un relief particulier à une analyse « banalisée », formulée en terme d'évènement : en effet, cet article se concentre sur une série de publications militantes très diverses (du tract à la revue) regroupés au sein des archives de Bernard Billot, militant CFDT de l'usine qui deviendra secrétaire général du comité des travailleurs de Lip, menant la grève entre 1973 et 1977, et trésorier de l'organisation inspirée des coopératives, « Les Industries de Palente », entre 1976 et 1977. Si ces documents ne forment pas des collections entières, permettant une analyse exhaustive, ils présentent une particularité intéressante : ils ont tous été récoltés au sein de l'usine, par un travailleur de l'usine, et témoignent, avant toute forme d'analyse d'un mouvement d'ensemble. En effet, on remarque que la constitution de notre fonds reflète un « abandon » progressif des controverses au sein de l'usine par les groupes d'extrême gauche. Même si nous pouvons supposer que le caractère parcellaire de notre base de données nous a sûrement masqué plusieurs sources, il est intéressant de comprendre que l'essentiel du débat tenu dans l'année 1973 ne s'est pas reproduit par la suite. Reste à comprendre pourquoi.

**Tableau 1 : le fond d'archives mobilisé (extrait du fond Bernard Billot)**

<b>Groupe</b>	<b>1973</b>	<b>1974</b>	<b>1975</b>	<b>1976</b>	<b>1977</b>
Ligue Communiste Révolutionnaire	24 tracts (La Taupe Rouge); 6 tracts (Rouge); une revue (Rouge, n°217)	3 tracts (La Taupe Rouge)			
Groupe Maoïste	3 tracts (La cause du peuple, Les Maos); une revue (La Cause du peuple, n°48)				
Trotskyistes	1 tract (OCI); 2 tracts (Organisation Syndicale Révolutionnaire)	<i>Les Marxistes contre L'autogestion (Selio)</i>			
Marxistes-léninistes	10 tracts (Front Rouge); 1 tract (L'Eveil)	1 tract (Front Rouge); 1 revue (L'Eveil, n°11)			
Alliance Marxiste Révolutionnaire	1 tract; 1 revue (L'internationale, hors série)	4 tracts			
Organisation Communiste Révolution !	22 tracts; 1 revue (Le Communard)				1 revue (L'étincelle, Organisation Communiste des Travailleurs, fusion OCR/GOP)
Pour le communisme (PLC) - Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP)	3 tracts (GOP); 1 tract (PLC); 1 tract (PLC-GOP)	2 tracts (PLC-GOP)			
Cellule Fernand Yveton - Parti Communiste Révolutionnaire			1 tract	3 tracts	
Alliance Marxiste Révolutionnaire	2 tracts				
Lutte Ouvrière	3 tracts				
Fédération anarchiste	3 tracts; 1 revue (Le Monde Libertaire, n° 193)		1 tract		
Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse)	1 revue (La Brèche Rouge, numéro spécial)			1 tract (La Brèche Rouge)	
PSU	7 tracts; 1 revue (Combat socialiste, n°12)	2 tracts; 1 revue (Combat socialiste, n°13)		1 tract	
PSU-Lip	6 tracts	5 tracts		1 tract	

## II- ON PRODUIT, ON VEND, ON SE PAIE... ET APRES ?

Quelque soit la source, quelque soit l'époque ou quelque soit le témoin, une seule et même idée entoure les commentaires de la reprise de la production par les ouvriers de Lip : ces derniers ne souhaitaient aucunement s'autogérer, mais ont agi de la sorte pour continuer leur combat. Malgré cette précision, le clin d'œil politique des ouvriers de Lip à l'autogestion reste incontournable, ne serait ce que dans le slogan dont ils se dotent au lendemain de la première paye sauvage du 2 aout 1973, dont ils ornent le fronton de leur usine : « on produit, on vend, on se paie ». Cette ambiguïté constitue notre point de départ : s'il semble aisé de tracer a posteriori l'absence de projet autogestionnaire parmi les travailleurs de Lip, qu'en était-il à l'époque ? Ou plus précisément, en quoi la reprise de la production a donné lieu à des querelles sur le sens politique à donner à cette initiative ?

La consultation des archives révèle un premier élément frappant : tous les militants, même parmi les plus farouches détracteurs (théoriques) de l'autogestion, saluent l'initiative des Lip au lendemain de la reprise de la production. De nombreuses publications (tracts, revues) émanant de divers groupes d'extrême-gauche célèbrent sans retenue l'initiative des ouvriers de Lip de reprendre la production. Le discours tenu, entre mai et décembre 1973, insiste sur le caractère pragmatique et utile de la reprise de la production et de la vente des montres. Ce discours utilitariste maintient un écart très clair vis-à-vis de la rhétorique autogestionnaire, et salue la prise de risque des travailleurs, qui ont trouvé une solution immédiate à leurs problèmes immédiats. Les marxistes-léninistes de *Front Rouge*, pourtant vigoureux adversaires de l'autogestion, concèdent ainsi que la reprise de la production a été une initiative efficace et pragmatique, qui a concrètement permis de faire avancer la lutte :

« Face aux tentatives de la bourgeoisie pour asphyxier leur lutte par la mise de l'entreprise sous syndic, ils ont su, en organisant la vente des montres, acquérir un fond de grève qui permette financièrement de tenir longtemps. Cette initiative, que les travailleurs de Lip ont su inventer compte tenu des particularités de la production, a permis de supprimer un moyen de chantage qu'affectionne la bourgeoisie dans les grèves ouvrières : le chantage au salaire »<sup>16</sup>

Toutefois, à partir de ce premier satisfecit collectif, on observe des divisions durables concernant le sens politique à donner à cet événement. Plus précisément, on constate que la plupart des militants sont tiraillés entre l'engouement pour la reprise de la production et leurs craintes vis-à-vis de l'autogestion.

Ces doutes se donnent d'autant plus à voir qu'ils contrastent avec les certitudes de quelques cercles militants : l'OCI dénonce avec virulence la duperie autogestionnaire ; l'Alliance Marxiste Révolutionnaire annonce *a contrario* l'avènement du socialisme autogestionnaire, tandis que les gaullistes et les anarchistes enrôlent l'évènement dans leur propre combat (1). Mais sorti de ce petit cercle de positions tranchées, l'immense majorité des militants, du PSU à la LCR, se montre plus hésitant (2) : partagés entre l'espoir et l'inquiétude, ils expriment un doute fondamental dont nous verrons qu'il est partagé par les travailleurs de Lip.

### **1- Les convaincus marginaux**

Dans l'ensemble des archives dont nous disposons, les militants trotskystes de l'OCI sont les plus farouches détracteurs de l'autogestion. L'argument d'ensemble a le mérite de la clarté : l'autogestion n'a aucun sens lorsqu'elle s'applique à une usine précise dans un contexte capitaliste. Envisagée comme système, l'autogestion ne peut en rien satisfaire les ambitions de la dictature du prolétariat, puisqu'elle n'exprime pas assez clairement l'objectif

---

<sup>16</sup> Tract FR, 29 septembre 1973.

de destruction de la bourgeoisie. La classe ouvrière est pourtant prête pour la révolution, à condition que l'avant-garde éclairée l'engage sur la bonne voie, via la grève générale illimitée.

Un ouvrage publié en 1974 par l'OCI, dont l'auteur principal semble être Stéphane Just, seul signataire de la préface, reprend et synthétise les griefs adressés, *via* des tracts et articles publiés tout au long de l'année 1973, aux promoteurs de l'autogestion dans le cas précis du conflit Lip, auquel pas moins de 50 pages sont consacrées (sur un livre de 213 pages au total). Nous pourrions restituer l'argument central, souvent brouillon et chaotique, de la manière suivante : les « autogestionnaires » ne prônent en fait qu'une forme de renoncement, déguisé d'une irrévérence de façade, détournant les ouvriers de la seule solution souhaitable, à savoir la grève générale et la conduite centralisée d'une révolution prolétarienne menée et pensée par une avant-garde révolutionnaire. Pendant que les autogestionnaires « jouent » avec l'image de Lip, afin de servir leurs hypothétiques et invraisemblables projets politiques, aucune riposte d'envergure ne se met en place et la revendication centrale du refus des licenciements est discrètement abandonnée. Les autogestionnaires troqueraient, en somme, un avenir hypothétique contre un présent à défendre, en isolant les ouvriers de Lip (qu'ils appellent « les Lips », comme pour les extraire de la classe ouvrière<sup>17</sup>) dans le charme de « l'expérience annonciatrice », en grossissant et déformant la réalité<sup>18</sup>. Derrière le « gauchisme verbal du PSU » (OCI, 1974, p. 180) se cacherait un projet de collaboration de classe, entre les autogestionnaires et la prétendue frange « progressiste » du patronat – nous y reviendrons. Cette colère contre l'autogestion est renforcée sans aucun doute alimentée par le fait qu'une solution coopérative soit proposée aux Lip durant le mois d'août 1973 par... Jean Charbonnel<sup>19</sup>, ministre de l'industrie en personne et principale cible des grèves de l'usine horlogère.

La tonalité très radicale des propos de l'OCI se retrouve dans quelques tracts de l'époque. Dans un tract rédigé consécutivement à l'expulsion de l'usine de Palente, le 14 août 1973, l'OCI et l'Alliance de la jeunesse socialiste invitent les centrales syndicales à répondre à l'occupation du site par les CRS :

« Ce que des milliers de travailleurs de la région ont réalisé le 14 et le 16 août, des centaines de milliers de travailleurs de toute la France sont prêts à la réaliser. La classe ouvrière a conscience du danger. Elle attend des organisations syndicales une direction d'UNITE et d'ACTION, claire et précise. Après les meetings de masse, les manifestations imposantes pour un mois d'août, tout le monde le comprend : le temps n'est plus aux actions disloquées et aux pétitions sans suite, ni aux grèves tournantes. Il est insuffisant de se limiter aux seules délégations et aux seuls arrêts de travail limités. C'est immédiatement, c'est tout de suite que les directions du mouvement ouvrier doivent prendre la responsabilité s'appeler les travailleurs à la GREVE GENERALE »<sup>20</sup>

Cette perspective est défendue tout au long de l'année 1973 par des « syndicalistes révolutionnaires » défendant à de nombreuses reprises l'idée d'une « Organisation Syndicale Révolutionnaire (OSR) ». Les tracts diffusés de l'usine concernant l'OSR, publiés aussi bien

---

<sup>17</sup> « Le PSU, sous forme d'affiche dit : « contre le gouvernement et le patronat, les Lip défendent l'emploi de tous les travailleurs. » Rouge tire un tract, supplément au n°216, « Lip se bat pour tous les travailleurs ». Cette façon d'isoler les travailleurs de Lip, appelés « les Lips » comme pour mieux les singulariser, mieux les tenir à l'écart, est particulièrement perfide » (OCI, 1974, p. 184)

<sup>18</sup> Just conteste la réalité de l'autogestion : « Nous savons que la finition de montres et leur vente ont assuré une solidarité nationale qui a permis aux travailleurs de tenir pied dans leur combat. Mais chacun connaît les limites de ce qui n'est qu'un instrument de bataille » (OCI, 1974, p. 160).

<sup>19</sup> *Combat*, « Charbonnel : « Nous avons proposé de transformer Lip en coopérative ouvrière » », 20 août 1973 ; *Le Figaro*, « La solution coopérative très controversée chez Lip », 20 août 1973 ; notons que ce rejet de la coopérative, présentée comme une initiative patronale, destinée à embrouiller les travailleurs de Lip, est énoncé un mois plus tôt par un tract de *La Taupe Rouge*, en date du 26 juin 1973.

<sup>20</sup> Tract OCI, août 1973. Nous reproduisons la mise en forme.

par des militants Trotskyistes que marxistes-léninistes, reprennent le même principe, à savoir celui d'une organisation d'envergure nationale permettant d'organiser une lutte commune contre le gouvernement et le patronat :

« Travailleur, tire les leçons du Chili : ne crois pas ceux qui comme les réformistes chiliens, essaient de t'endormir avec les « programme commun » ou l'autogestion. L'autogestion, n'a qu'un but : détourner les travailleurs écœurés par le programme commun de la seule voie possible pour renverser les exploités : la Révolution armée, la destruction de l'Etat capitaliste par les ouvriers en armes guidés par leur parti Marxiste-léniniste »<sup>21</sup>

Les marxistes-léninistes de *Front Rouge* participent également, de manière plus ponctuelle, à cette dénonciation de l'autogestion comme un leurre réformiste ayant conduit à décrédibiliser les moyens d'action radicaux, tels que la séquestration des administrateurs provisoires chargés de la liquidation de l'entreprise :

« Il faut laisser là les vieilles utopies autogestionnaires. En désarmant les ouvriers, en relâchant les liquidateurs, les syndicats laissent s'accomplir la solution des patrons. FACE A LA VIOLENCE DE LA BOURGEOISIE, UNE SEULE SOLUTION : LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE »<sup>22</sup>

Mais à qui, exactement, s'en prennent ses militants lorsqu'ils attaquent de manière aussi virulente à l'autogestion ? Pour les rédacteurs des différentes publications analysées, cela ne fait aucun doute, tant les extraits de *Tribune Socialiste* (PSU) sont cités « à charge » et les personnalités d'Edmond Maire et Michel Rocard prises comme cibles :

« Ces slogans [autogestionnaires], CFDT, PSU, AMR [Alliance Marxiste Révolutionnaire] et quantités d'autres du même genre sont propagés par affiches, tracts, journaux, etc. Pendant ce temps, les travailleurs de Lip sont en grève pour obtenir des choses précises : pas de démantèlement, pas de licenciements, maintien des salaires et avantages acquis. » (OCI, 1974, p. 147)

On comprend alors qu'au-delà des partisans « classiques » de l'autogestion (CFDT et PSU), c'est également la présence dans les rangs des autogestionnaires de prétendus « marxistes » qui irrite l'OCI. Pour l'organisation, c'est leur prétention à être des « révolutionnaires » qui se voit remise en cause :

« Refuser de combattre pour la grève générale dans l'usine pour que Lip gagne, c'est favoriser directement les manœuvres gouvernementales et patronales [...] Cela devrait apparaître clairement à tout mouvement ouvrier. Et plus clairement à ceux qui se proclament révolutionnaires » (OCI, 1974, p. 160)

*Rouge et Lutte Ouvrière* sont ainsi accusés, citations à l'appui, de cautionner « les solutions de Charbonnel ». A en croire le récit restitué par l'OCI à l'aide d'une avalanche de tracts d'époque et de citations de la presse de gauche de l'année 1973, Lip serait en quelque sorte « envahi » par des militants autogestionnaires, tous plus pressés les uns que les autres d'accoler leur idéologie (douteuse, on l'aura compris) à la lutte potentiellement révolutionnaire des ouvriers bisontins. Mais qu'en est-il exactement de cette « présence » du discours autogestionnaire parmi nos archives ? Qui prend explicitement le parti de l'autogestion ?

Pour le dire simplement, les références à l'autogestion se font rares dans nos archives. Si elles apparaissent à la faveur de publication nationale, tel que *Tribune Socialiste* (PSU)<sup>23</sup>,

---

<sup>21</sup> « Ouvrier, Rejoint l'Opposition Syndicale Révolutionnaire ! », Tract FR, 27 septembre 1973 ; on retrouve des références explicites à l'OSR dans plusieurs tracts : « Pour un nouveau syndicalisme ! Construisons l'Opposition Syndicale Révolutionnaire ! », Tract non signé, novembre 1973 (annonce d'une réunion publique le mercredi 7 novembre) ; Tract octobre 1973, signé par « les syndicalistes révolutionnaires pour la construction de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (O.S.R.) ».

<sup>22</sup> Tract FR, juin 1973.

<sup>23</sup> Par exemple, un extrait du journal officiel du PSU retrouvé parmi nos archives lance un « appel pour le regroupement des autogestionnaires » dans un numéro datant de 1976. Concernant Lip, cité parmi d'autres

elles ne sont indentifiables que dans l'activisme de certains groupes, tels que l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, cloué au pilori des « étranges révolutionnaires » par l'OCI. Dans un tract datant de 1973, l'AMR se livre effectivement à un argumentaire explicitement en faveur d'un socialisme autogestionnaire, que l'expérience de Lip rendrait envisageable :

« La prochaine fois, on fera pareil »

... C'est ce qui se dit partout.

Si tout le monde a le regard tourné vers Lip, c'est que les travailleurs y démontrent avec force que ce système n'a plus de raison d'être...

... que dans la lutte contre la bourgeoisie, se dessine la société que nous voulons...

... une société dirigée à tous les niveaux et dans tous les domaines par les travailleurs organisés pour cela.

Cette société a un nom  
C'est le **socialisme autogestionnaire**

C'est le contenu autogestionnaire du combat chez Lip qui mobilise l'espoir de tous les travailleurs. Même si cette expérience est limitée parce que l'état bourgeois reste en place, tout le monde a compris : la lutte pour le socialisme, pour le pouvoir aux travailleurs, pour la destruction de l'état bourgeois passe par la généralisation de l'expérience Lip »<sup>24</sup>.

Si cette interprétation des événements Lip est allègrement développée dans les autres publications de l'AMR dont nous disposons, et notamment dans le numéro spécial de son journal *L'International* qu'elle consacre à la grève<sup>25</sup> et dans lequel l'organisation évoque son projet de « nationalisation sous gestion ouvrière », et évoque « l'aspiration à l'autogestion, au centre de la nouvelle subjectivité ouvrière », force est de constater qu'elle reste très largement isolée.

Cet isolement doit être compris dans un double sens. D'abord un isolement « local » : comme le reconnaissent les militants de l'AMR, « le débat (sur l'autogestion dans l'expérience Lip) n'est pas public, ni direct, mais à travers les articles de presse ou les déclarations, on sent que la façon dont les uns et les autres caractérisent le contenu de la lutte chez Lip reflète des orientations politiques différentes »<sup>26</sup>. En d'autres termes, rares sont ceux au sein et autour de l'usine, qui prennent ouvertement parti pour l'avenir autogestionnaire de Lip. Ensuite, l'AMR est confrontée, même indirectement, à un paradoxe, dans la mesure où les autres militants à revendiquer la filiation autogestionnaire de Lip sont... les gaullistes ! Dans une publication qu'ils consacrent à l'affaire Lip et qu'ils distribuent dans l'usine, les rédacteurs du journal *Le Sursaut Populaire*, appartenant au Front Progressiste<sup>27</sup>, font directement référence au projet autogestionnaire, qu'ils assimilent bien sur au projet de « participation » gaulliste :

« La conjonction dans l'imagination et la réflexion populaire de l'idée de participation et des projets de socialisme autogestionnaire s'est trouvée confrontée à une expérience pratique et viable. C'est l'apport le plus important de la lutte des Lip : concrétiser et rendre crédible des « utopies » (l'U.D.R. a même parlé de « rêve gaullien », ce qui est dit long sur la compréhension et l'adhésion à la participation des dirigeants « gaullistes ») que les militant

---

« expériences », l'appel indique que les ouvriers « en remettant en marche leur machine [...] ont montré qu'on pouvait se passer des patrons et qu'une autre organisation de la société était possible. »

<sup>24</sup> Tract AMR, 1973. Nous reproduisons la mise en page.

<sup>25</sup> « Lip... autogestion... autogestion... », Supplément à *L'international*, juillet 1973.

<sup>26</sup> Idem, p. 4.

<sup>27</sup> Le *Front Progressiste*, est une émanation de la « gauche » du mouvement gaulliste, en rupture avec les orientations libérales de Georges Pompidou, qui présent notamment une cinquantaine de candidats d'opposition aux élections législatives de 1973.

gaullistes, réformistes ou révolutionnaires, et les militants autogestionnaires avaient formulé, avant et après 68 »<sup>28</sup>.

La référence à 68 et à la conception gaulliste de la participation (Sauvêtre, 2013) permettent donc aux militants de ce groupuscule gaulliste, en dissension avec l'ancrage du gaullisme dans le libéralisme économique porté notamment par l'UDR, d'afficher leur volonté de renforcer cette « rencontre maintenant possible des militants autogestionnaires de la CFDT, du PSU et du Front Progressiste... avec la majorité des travailleurs qui ont approuvé sans réserves les moyens et les objectifs de la lutte des Lip » afin « établir une liaison entre le court terme LE CONTROLE PAR LA PARTICIPATION et le long terme L'AUTOGESTION ET LA DEMOCRATIE DIRECTE à tous les niveaux »<sup>29</sup>.

Du côté de l'extrême gauche, les autogestionnaires convaincus restent quasiment inexistantes, en dehors des anarchistes, développement une vision tout à fait particulière du terme, très différente du socialisme autogestionnaire. Ainsi, les militants du groupe bisontin de la Fédération Anarchiste se désolidarisent singulièrement des discours tenus à la fois par l'AMR et les gaullistes. Rappelant qu'ils ne sont pas des ouvriers de Lip, et ne se permettront pas, à ce titre, de donner des conseils, contrairement aux « gauchistes qui viennent « voir les ouvriers » en espérant récupérer ici ou là un ou deux adhérents à leurs groupuscules » en infiltrant le comité de soutien, les militants de la FA ne retiennent de la grève de Lip que le principe d'autonomie ouvrière radicale, inspirée de l'autogestion proudhonienne, absente des perspectives précédemment évoquées :

« Il nous semble que la seule solution valable au conflit soit, comme le proposent certains ouvriers de chez Lip<sup>30</sup>, la prise en main de la production de l'usine par les travailleurs sans patrons et sans bureaucrates d'aucune espèce par une gestion directe de tous »<sup>31</sup>

Repris dans *Le Monde Libertaire* par Roland Bosdeveix dans un article intitulé « Et vive l'autogestion »<sup>32</sup>, l'argument de la Fédération Anarchiste est le suivant : Lip prouve que le projet Proudhonien, qui n'est en rien comparable à ce que les uns et les autres nomment aujourd'hui « autogestion », est possible et souhaitable. Lip rendrait justice à son glorieux ancêtre bisontin, dont l'influence est injustement ignorée :

« Les anarchistes ? Cette misérable secte de petit-bourgeois, ces idéalistes fumeux incapables de proposer un plan sérieux d'organisation sociale ? Halte-là, frère Panurge ! Et l'action directe qui a donné des titres de noblesse au mouvement ouvrier, et l'autogestion, et le système de gestion fédératif ne sont-ils pas des idées-forces, originales par excellence et puissantes auprès des travailleurs, que le mouvement anarchiste légua à l'humanité toute entière ? Allons, rendez à César ce qui lui appartient, citez vos sources et ayez au moins l'honnêteté de restituer aux anarchistes la place qui leur revient à qui de droit ! »

Pour les anarchistes, peu importe l'issue du conflit : les ouvriers ont adhéré, le temps d'un vote, à l'idée proudhonienne d'autogestion, et c'est tout ce qui compte pour des militants qui prônent toujours et plus que jamais la destruction de l'Etat et du capital, à mille lieux d'un quelconque socialisme autogestionnaire, ou d'une nationalisation sous contrôle ouvrier.

Au-delà de ces quelques autogestionnaires convaincus, ne formant aucunement une « coalition » et résolument disséminés, même là où on ne les attendait pas forcément, l'immense majorité des militants de gauche alternative relèvent donc d'une position beaucoup plus ambiguë, définie progressivement, dans le tumulte de l'année 1973. Ces militants, exaltés et inquiets de ce qui se passe dans l'usine de Palente, mettent à l'épreuve constamment leur

---

<sup>28</sup> *Le Sursaut Populaire*, « Lip : vers l'autogestion par la participation », 1 octobre 1973, p. 7.

<sup>29</sup> *Idem*.

<sup>30</sup> Il est amusant de constater qu'après avoir solennellement rappelé leur extériorité à l'usine, les militants de la FA convoquent la « parole » des ouvriers pour alimenter leurs propos. Ce procédé rhétorique est très souvent employé dans les tracts que nous avons étudiés.

<sup>31</sup> Tract FA, supplément *Le Monde Libertaire*, n°191, juin 1973

<sup>32</sup> *Le Monde Libertaire*, n°193, septembre 1973, p. 3.

capacité à analyser et à comprendre le déroulement de la lutte, et reflètent, autant qu'ils alimentent, les hésitations des travailleurs de Lip eux-mêmes.

## **2- Nécessité fait loi... mais jusqu'où ?**

Les prises de position que suscite le redémarrage de la production de l'usine Lip parmi les militants de gauche alternative ne reflètent pas, dans leur immense majorité, un affrontement entre option autogestionnaire et option révolutionnaire, telle que la relate l'OCI. Si la plupart d'entre eux s'enthousiasme pour *ce que font* les Lip, tous témoignent d'une sorte d'inquiétude permanente, reflétant leur difficulté à trancher entre l'intérêt que peut représenter l'expérience et sa portée politique réelle. C'est cette « inquiétude » que nous allons désormais tenter de restituer et de comprendre.

Avant toute chose, il convient de signaler que ces militants ne sont pas uniquement des spectateurs de la reprise de la production. Le « mythe » de cette reprise est pourtant largement connu : c'est Jean Raguènes, membre actif du Comité d'Action<sup>33</sup> lance l'idée<sup>34</sup> et parvient d'abord à convaincre le CA qui, entre le 13 et le 17 juin, se fait progressivement le porteur de la proposition de la reprise du travail auprès des sections syndicales (Raguènes, 2008, p. 151-158). Puis, une fois que le CA et les syndicats se sont mis d'accord sur la proposition, cette dernière est soumise à l'Assemblée Générale des travailleurs de Lip. Une initiative des travailleurs, appuyée sur leurs instances démocratiques, en somme. Pourtant, dès mai 1973, soit un mois avant la reprise officielle de la production, un tract de *La Taupe Rouge* suggère la possibilité d'une reprise de la production :

« Si les administrateurs refusent de payer après le 10 juin et si les travailleurs se mettent en grève, pourquoi ne pas continuer à faire marcher l'usine au profit des grévistes ? En vendant les montres sur les marchés, aux portes des entreprises ! Ça c'est déjà fait : l'an dernier les ouvrières d'une fabrique de pantalon à Millau (Larzac) vendaient des pantalons dans les rues pour la caisse de grève ! »<sup>35</sup>

Il est intéressant de remarquer que le PSU emploie exactement le même type d'argumentaire, dans la même période, et en référence à la même expérience (l'usine Samex, près de Millau) :

« Cette situation nous obligera à intensifier la lutte, et à se redonner les moyens financiers de tenir, par exemple : faire tourner l'usine pour assurer notre paye (nous avons des exemples qu'il faut étudier attentivement : Samex, les travailleuses en grève ont fabriqué des pantalons et les ont vendu à prix coutant) »<sup>36</sup>

On voit ici clairement que la position du PSU n'est jamais formulée en termes autogestionnaires. Plus largement, les publications du groupe régional du PSU, ou de la cellule PSU-Lip exprime une opinion très réservée sur le sens politique de la reprise de la

---

<sup>33</sup> Hérité des luttes de mai 1968, le CA qui se reconstitue dès le 20 avril prend très rapidement de l'importance, en raison notamment de l'efficacité de sa participation à la mobilisation du personnel et de l'invitivité dont font preuve ses membres pour alimenter la lutte. Structure souple se réunissant de manière aléatoire mais fréquente, le CA est un groupe restreint d'ouvriers dont la figure de proue est certes Jean Raguènes, un prêtre dominicain au parcours militant tout aussi éprouvé qu'atypique. Le CA compte essentiellement des « novices » en la matière, tels que Monique Piton, secrétaire de direction, Fatima, ouvrière spécialisée de 3ème catégorie, ou encore Michel, ouvrier professionnel de 2ème catégorie. Tout en coopérant avec les représentants syndicaux et en les appuyant dans leurs actions, le CA se veut également – et profondément – une instance de critique permanente de la mainmise syndicale sur la conduite et les formes du mouvement ; l'une des plus importantes remises en cause provenant notamment des femmes qui nombreuses et actives dans le CA revendiquent la place pleine et entière qui leur revient de droit, et qui ne leur est pas initialement reconnue par les deux sections syndicales.

<sup>34</sup> Il affirme que l'idée lui est venue en discutant avec un journaliste venu couvrir la grève, et qu'il aurait hébergé à son domicile.

<sup>35</sup> Tract LTP, mai 73

<sup>36</sup> Tract PSU, 12 juin 73

production, à mille lieux des accusations de « prêche autogestionnaire » évoquées plus avant. La distance critique du PSU vis-à-vis de l'autogestion est même exprimée sans détour :

« Pendant la période suivant la émise en marche et la vente, tout le monde s'est extasié sur la « lutte originale » des travailleurs de Lip, sur leur sérieux et leur ingéniosité. Les politicards de droite et la grande presse prétendaient alors dissimuler la remise en cause de la priorité privée et du système capitaliste tout entier sous des flots de baratin sur l'« autogestion » les coopératives et autres fariboles »<sup>37</sup>

L'autogestion, cette « faribole », est donc considérée dans ce tract du PSU comme un écran de fumée, destinée à masquer le véritable adversaire des Lips : les capitalistes et le capitalisme. A partir de cette position, la cellule PSU-Lip, en lien avec le PSU national, adopte alors un discours quelque peu ambigu et hésitant. Si d'un côté, la reprise de la production est toujours remise à sa place, c'est à dire celle d'un moyen de lutte<sup>38</sup>, d'un autre côté, le PSU avance progressivement et prudemment un projet de reprise ressemblant fort à celui d'une usine nationalisée sous gestion ouvrière :

« Car des solutions conformes à la volonté des travailleurs existent. L'une d'entre elles, proposée par le PSU lors d'une conférence de presse à Paris, est la création d'une Régie Nationale des Usines Lip. Cette solution assurerait pour une période transitoire de trois ans, le maintien, le développement et le rééquilibrage de l'entreprise d'une part, la garantie de l'emploi et la progression des salaires sous le contrôle des travailleurs d'autre part. »<sup>39</sup>

La formidable ambiguïté de cette proposition est qu'elle débouche, sans en avoir l'air, sur le projet de la construction d'une coopérative, alors même que le PSU l'avait explicitement condamné par ailleurs. La coopérative est introduite comme « la pire des solutions », mais une solution quand même :

« A bout de cette période, un groupe capitaliste pourra reprendre l'ensemble ou la régie elle-même pourra être prorogée pour une nouvelle période limitée. A la rigueur, la régie pourrait aussi se transformer en coopérative ouvrière, si c'est la volonté des travailleurs ; mais cette dernière hypothèse est à écarter le plus possible car une telle gestion ouvrière n'est qu'un mirage en système capitaliste »<sup>40</sup>

S'autogérer ? Seulement en dernier recours... Voilà en somme que le PSU ne cessera de marteler tout au long de l'année 1973 au sein de Lip<sup>41</sup>. Il est intéressant, dès lors, de rappeler qui sont ces militants PSU dans l'usine : comme l'indique la liste des signataires d'un tract datant du 7 juillet 1973, ces militants rassemblent de nombreuses figures de proue du mouvement de grève, autant parmi les syndicalistes, bien souvent CFDT (Charles Piaget, Rolland Vittot, Raymond Burgy, Michel Jeanningros) que les animateurs du Comité d'Action (Jean Raguénès, Fatima Demougeot). Piliers incontestables du conflit, ces travailleurs de Lip ne peuvent être considérés comme des promoteurs convaincus du socialisme autogestionnaire, mais bien plus comme des grévistes pris entre l'objectif immédiat de leur lutte, et l'inévitable question du « que faire ? » ou plutôt « que sommes-nous en train de faire ? ». C'est précisément cette hésitation, ce tâtonnement, entre volonté de « rendre utile » la reprise de la production et crainte d'une impasse autogestionnaire, qui anime l'immense majorité des publications des groupes et groupuscules d'extrême gauche, qui demeurent largement

---

<sup>37</sup> Tract PSU, 13 juillet 73

<sup>38</sup> « La vente des montres n'est pas un but en soi, mais elle doit rester un moyen de lutte et un support important de l'information ; » Tract PSU, 2 juillet 73

<sup>39</sup> Tract PSU-Lip, 1 août 73.

<sup>40</sup> Tract PSU-Lip, 7 août 73.

<sup>41</sup> Les marxistes-léninistes répondent, dans un supplément à *L'Éveil* en date d'août 1973, à cette proposition : « quand aux « autogestionnaires », ils ne sont pas en reste de chimères. Le PSU a déposé un projet de loi qui prévoit la création d'une coopérative ouvrière après une période de trois ans de Régie Nationale. [...] Mais c'est bien là les limites du mouvement ouvrier spontané : rempli d'initiative révolutionnaire et capable des exploits les plus héroïques mais handicapés par ses faiblesses théoriques ; car ces mythes de la coopérative ouvrière ou de l'autogestion ont été depuis, longtemps réfutés par le marxisme »

partagés sur ce qu'il faut dire et penser de la reprise de la production par les travailleurs de Lip.

Bien loin du dogmatisme de l'OCI, rejoint ponctuellement par des militants marxistes-léninistes, les différents groupuscules d'extrême gauche ne présentent pas la reprise de la production uniquement présenté comme un acte tactique utilitariste. Ils évoquent en permanence une dimension cruciale de la lutte en cours : l'agitation de l'imaginaire du monde ouvrier. Ainsi, les rédacteurs de *La Taupe Rouge* saluent la charge symbolique de la reprise de la production qui semble « prouver » l'inutilité du patronat à elle seule :

« QU'EST CE QUI MET EN RAGE LE PATRONAT ? »

Ce n'est pas que les travailleurs soient plus capables de trouver des débouchés. C'est qu'ils aient montré à tous les ouvriers de France et même d'Europe qu'ils peuvent très bien se passer des patrons et de leurs larbins, qui sont de purs parasites et que ceux-là court-circuités, de nouvelles relations de travail puissent s'établir.

Les travailleurs de Lip font ainsi germer des idées qui épouvantent le patronat. Et si demain au cours d'une nouvelle vague de grève, comme en 68, toutes les usines remettaient en marche le contrôle ouvrier ? »<sup>42</sup>

Même si l'idée de contrôle ouvrier est rarement abordée aussi frontalement, le thème de l'imaginaire militant, de l'ouverture du champ des possibles en matière d'action, revient sans cesse sous la plume des militants d'extrême-gauche. Les tracts de *l'Organisation Communiste Révolution !* (OCR) en sont un très bon exemple. Pour l'OCR, le principal tabou qu'a permis de faire sauter l'initiative des Lip est bien celui de la frontière entre illégalité et illégitimité :

« La fabrication et la vente de montres permet de tenir, en assurant un salaire de survie, à tous les travailleurs et montre au patron la détermination des travailleurs à utiliser pour lutter TOUS LES MOYENS, légaux et illégaux »<sup>43</sup>

Dans un tract diffusé le mois suivant, le 10 juillet 1973, l'OCR affine son argumentaire. En vendant des montres, les travailleurs de Lip ne se placent pas uniquement dans une position de survie, mais trouvent également un moyen efficace de marquer les esprits de tous les travailleurs et d'expliquer que le patronat s'en prend bel et bien à l'emploi :

« REMETTRE EN ROUTE, PRODUIRE, VENDRE »

La remise en route de l'usine, et la vente de montres n'est pas seulement le moyen d'assurer un salaire de survie à tous les travailleurs, c'est aussi et surtout le meilleur moyen de populariser notre lutte, une réplique aux déclarations de CHARBONNEL GINGEMBRE, et tous les patrons qui tremblent de voir leurs ouvriers imiter l'exemple de Lip.

Expliquer ces initiatives, expliquer le contenu du manifeste à tous ceux qui viennent soutenir les travailleurs de Lip, c'est la meilleure réplique du gouvernement qui nous accuse d'autodestruction, c'est le seul moyen de montrer que les travailleurs de Lip ne sont pas des vendeurs de montres, mais des travailleurs qui luttent contre les patrons pour leur emploi »<sup>44</sup>.

La tonalité de ce discours traverse l'ensemble des tracts que nous avons pu consulter, et ce quelque puisse être la tendance de l'extrême-gauche que nous pouvions observer (exception faite de l'OCI). De *Lutte Ouvrière* à la *Fédération Anarchiste*, tous considèrent que la reprise

<sup>42</sup> Tract LTP, juillet 73

<sup>43</sup> Tract OCR, mai 73 ; la revue *L'outil des travailleurs* (n)15, juillet-août 1973) étaye très largement cette idée dans un article intitulé « La légitimité populaire contre la légalité bourgeoise »

<sup>44</sup> OCR 10 juillet 73

de la production aura permis d'ouvrir le champ des possibles, de prouver que « cela » était possible, sans forcément d'ailleurs s'accorder sur le contenu de cette possibilité :

« QU'EST CE QUI VOUS A RENDU PLUS FORTS ?

Incontestablement, c'est l'initiative d'assembler des montres et de les mettre en vente.

Ce geste a été ressenti par les travailleurs d'abord comme une initiative profondément révolutionnaire parce que les travailleurs de chez Lip ont montré à tous ceux qui subissent quotidiennement la tutelle des patrons et de leurs serviteurs, que des travailleurs pouvaient s'en passer.

Le fait que des millions de travailleurs voient dans l'action de Lip le symbole de la libération que chacun attend et espère a aussitôt renforcé considérablement le soutien de la part de l'opinion des travailleurs. »<sup>45</sup>

« Hier vous avez commencé à produire, et aujourd'hui vous allez commencer à mettre en vente votre production. Vous avez pris cette décision, et vous avez eu raison. Partout la nouvelle s'en est répandue, et votre audace légitime a surpris et enthousiasmé la population... Nos ennemis vont-ils rester impassibles à contester nos exploits ? Ce n'est pas le genre d'attitude auquel ils nous ont habitué. Ils vont donc probablement attaquer cette grève et « production pour vivre »<sup>46</sup>

« S'il est nécessaire que les travailleurs de Lip obtiennent satisfaction dans leurs revendications, l'essentiel aura été de prouver l'efficacité et de mesurer les perspectives qu'offrent la grève gestionnaire expropriatrice, moyen de lutte préconisé depuis toujours par les anarchistes »<sup>47</sup>

Les maoïstes de *La Cause du Peuple* offrent une très belle illustration graphique (figure 2) de ce discours sur l'imaginaire ouvrier et la manière dont Lip peut constituer une sorte de levier d'action généralisable, sans pour autant chercher à dupliquer sa propre route (pas de discours sur la reprise de la production, ni l'autogestion). Toutefois, et malgré ce discours enthousiaste, emporté par la force de la démonstration en cours dans les usines de Palente, ces militants éprouvent en permanence une sorte de doute, de réserve, sur la marche à suivre, sur la façon dont cette expérience va être en mesure de déboucher sur quelque chose de souhaitable et d'utile.

---

<sup>45</sup> Tract LO, 9 juillet 1973

<sup>46</sup> Les maos, août 1973

<sup>47</sup> Tract FA, tract 1973

Figure 2 : s'inspirer de Lip sans en faire un « modèle » ou une « expérience »

# Puisez dans le stock d'idées de Lip !

## REVENDEICATIONS :

Doivent être décidées par l'ensemble du personnel sur les lieux mêmes du travail. Ne doivent surtout pas être décidées par un groupe de spécialistes. Peu importe si ces revendications s'opposent à la logique des capitalistes : qui n'est vraiment pas logique.

- Non au démantèlement ;
- Maintien des avantages acquis.

## AUTORITE :

Se met en travers de la lutte pour les revendications et l'unité. La piéger.

Cartes de pointage plus remplies ; visites de commandos de trente à quarante ouvriers pour frictionner les oreilles des chefs qui continuent à noter les absences. Badigeonnage des vitres du poste de gardiennage ; dans les ateliers, repérage des personnes opposées au mouvement ; leurs bureaux investis de nuit, les tables mises les unes sur les autres. Un fernwick fut démonté, un tirepale enroulé. A l'entretien, un chef s'est retrouvé bloqué sur un toit ; quelqu'un lui avait embarqué son échelle. Un groupe d'alerte était mis en place. Une fille avait-elle à se plaindre d'une remontrance ? Elle téléphonait au 3. Le groupe descendait. Au chef : « Tu fermes ta gueule ou il t'arrivera malheur ! »

## PAROLE :

La libérer.

## INITIATIVE :

Charles Piaget, le 15 août :  
D'habitude les travailleurs trop souvent, hélas, rien qu'à l'annonce d'une telle situation prennent fréquemment une attitude fataliste : « Cela s'est toujours fait comme ça ; on n'y pourra rien. » Dans notre lutte (...) nous avons pris rapidement des initiatives qui plaçaient la lutte sur un terrain offensif et déroutaient le patronat. Donc une certaine nouveauté. Encore qu'il y ait bien d'autres qui l'ont déjà fait, mais disons, le rassemblement d'un certain nombre de formes de lutte est assez exceptionnel. Baisse des cadences ; remise en marche de la production ; vente ; paye ; reconstruction de l'usine.

## POPULARISATION :

Rendre populaire

Charles Piaget, le 15 août :  
« On a remis en marche une production et puis on a vendu. Et puis, plus que ça encore, on a fait un accueil assez spécial dans l'entreprise et le fait d'avoir transformé cette société en maison de verre ou beaucoup de monde pouvait venir voir ce que nous faisons et poser des questions, des milliers de personnes sont passées chez LIP et c'est des propagandistes formidables. »

## MORAL :

Il faut le relever et ensuite le maintenir.

Trois heures après l'investissement de l'usine par les gardes mobiles, à l'assemblée générale au cinéma Lux, M. Mercier, responsable de la commission cuisine : « Une distribution gratuite de casse-croûte est organisée à la sortie. C'est pas le moment d'avoir l'estomac dans les talons avec des salauds pareils en face. »

L'ennemi s'en préoccupe aussi pour l'abattre. Il faut désamorcer ses pièges.

« Ils se disent : on va les inquiéter sur le problème de la Sécurité Sociale. C'est un point sensible qui touche les familles. »

Ça serait un comble ! Il faut que ça soit net : remisez vos accessoires misérables ! Pour nous, il n'est pas question de se laisser impressionner, ça ne prendra pas. »

Ch. Piaget,  
Assemblée générale, 27 août.

## SEQUESTRATION :

Tout est monnaie d'échange. Biens et personnes peuvent être séquestrés. Choisir judicieusement. (Voir méthode LIP.)

Les LIP ont eu tout avantage à remplacer les administrateurs incapables par des stocks d'une valeur de plusieurs milliards.

## METHODE LIP :

Quand il y a un problème, on prend le temps de réfléchir ensemble.

Après que les administrateurs séquestrés aient été libérés par la police, un groupe de gars discute : « Si ils revenaient et nous vidaient, on aurait plus rien. » Ils décident alors de s'emparer des stocks.

## POSSIBLE :

Tout. Produire, vendre, se payer, penser.

## LOI :

Le chien aboie, la caravane passe.

« L'illégalité, c'est mettre les travailleurs devant la situation : plus de salaires, plus de perspective d'emploi. Fabriquer et vendre, c'était un problème de survie. Nous n'allions pas attendre la volonté de M. Giscard d'Estaing ! Nous ne nous sommes pas du tout posé le problème de l'illégalité. C'est logique. Nous ne nous sommes pas posé le problème du vol. Qui a fait les lois ? C'est pas les ouvriers. Ça a été fait par la classe dominante. Eh ! bien nous, pour une fois, on va faire ce qui est la loi logique, la loi humaine, la loi qui correspond à la masse. C'est ça la vraie loi. »  
[Vittot, délégués CFDT, lors d'une discussion avec des visiteurs.]

## VOYAGES :

En faire beaucoup, tout le temps. Ça forme la jeunesse et la classe ouvrière.

- Certaines semaines, quatre-vingts LIP sillonnent la France ;
- Deux cents LIP au Larzac.

## NEGOCIATIONS :

A distinguer des négociations-bidons. La négociation véritable se fait dans le cadre des revendications des travailleurs et non dans celui des préalables imposés par le patronat et le gouvernement. Elles ne peuvent en aucun cas consister à couper la polre en deux.

Le problème des négociations, c'est la phase la plus difficile d'un conflit. C'est aussi la période où certains sont tentés de faire passer les intérêts de leurs organisations avant ceux des travailleurs. La lutte doit être prise en charge par tous les ouvriers, c'est à eux de définir les moyens d'action, de les rejeter lorsqu'ils sont proposés par des organisations. »  
[Tract du Comité d'Action, 29 août 1973.]

## VIETNAM :

N'est pas l'apanage des Vietnamiens. En langue franco-comtoise se dit : LIP.

## PROGRAMME COMMUN :

Ne s'en soucier à aucun moment de la lutte. Rien à signaler.

En effet, dans un second temps, et malgré l'espoir qu'il semble avoir fait naître, l'évènement Lip ne parvient jamais à fixer les militants de la gauche alternative sur l'avenir souhaitable de la lutte. Les célébrations de l'action des Lip, capable de libérer les imaginaires ouvriers de France et de Navarre, vont de pair avec une hésitation constante sur l'avenir. A quoi bon, en somme, agiter les imaginaires ? Pourquoi aller où et pour faire quoi ? Dans les réponses apportées par les publications des militants d'extrême-gauche, aucun projet d'autogestion, de coopératives, de régie nationale, même à long terme, n'est évoqué. Les objectifs énoncés de la lutte par ces militants oscillent entre deux positions :

- Il faut profiter de Lip et de sa visibilité pour sensibiliser aussi largement que possible les travailleurs français à l'enjeu central qu'est le renversement du capitalisme, par le biais de luttes coordonnées et de revendications « classiques » (hausse des salaires, fin du pointage, répartition du temps de travail). On retrouve, dans une version édulcorée, les thèmes de l'OSR, dans la mesure où à l'inverse des marxistes-léninistes, la plupart des militants ne souhaitent « prendre la tête » du mouvement ouvrier.
- Il faut appuyer les Lip dans leurs revendications, les seules qu'ils aient défendues, à savoir : pas de licenciement, pas de démantèlement, maintien des acquis sociaux. C'est sur la base de ces revendications que Lip pourra s'allier avec d'autres travailleurs.

Sur ce dernier point, on observe que les groupuscules d'extrême gauche œuvrent en permanence, tract après tract, pour promouvoir le rôle du Comité d'Action et de l'Assemblée Générale à la tête de la lutte, au détriment des syndicats, et surtout des centrales syndicales. Dès les premiers temps de la grève, *La Taupe Rouge* se fait ainsi le défenseur d'une organisation spécifique de la « démocratie ouvrière », largement reprise par des groupes tels que la PLC-GOP<sup>48</sup> ou l'OCR<sup>49</sup> :

« Il faut maintenant franchir un second pas

- Si la lutte s'intensifie ; le comité d'action tel qu'il est ne pourra pas faire face parce qu'il est composé de volontaires, de travailleurs combattifs, il n'est pas l'organe de tous les ouvriers de l'usine, in n'est pas contrôlé par eux.
- Il y a donc des risques de coupure entre l'ensemble des travailleurs de l'usine et leurs organisations, comités y compris.
- Il faut éviter cela en construisant un organe de lutte unique, représentatif de toute l'usine, avec des délégués élus par ateliers, transformer le comité d'action de volontaires en comité d'usine élu impulsant et dirigeant la lutte.

Pourquoi des délégués élus ?

- Pour qu'ils représentent la volonté de tous les ouvriers donc pas seulement des volontaires.
- Pour que personne ne puisse contester que le comité d'action est l'instrument unitaire de combat que les travailleurs de Lip se sont donnés qu'ils soient à la CGT à la CFDT ou dans un autre syndicat.

Comment peut-on élire les délégués au comité d'action ?

- Le mieux c'est par atelier car c'est là que les ouvriers se connaissent le mieux par exemple : un délégué pour 30 ou 40 travailleurs
- Une fois élu, le comité d'action se réunit publiquement : chacun peut ainsi contrôler les délégués qu'il a élu. S'ils font mal leur boulot, ils peuvent être révoqués à chaque instant par ceux qui les ont élus.

Qui sera élu au comité d'action ?

---

<sup>48</sup> Tract du 3 novembre 1973 ; PLC-GOP s'en prend à la CGT en l'accusant de saborder le CA

<sup>49</sup> Tract OCR, juin 1973 ;

- Ceux en qui les travailleurs ont le plus confiance pour mener à bien leur lutte. Cela peut être des délégués syndicaux.
- mais pourquoi pas aussi des non-syndiqués ou de simples adhérents qui font preuve de combativité et se révèlent au cours même du mouvement tout aussi capables que les délégués pour prendre des initiatives et trouver de nouvelles idées.

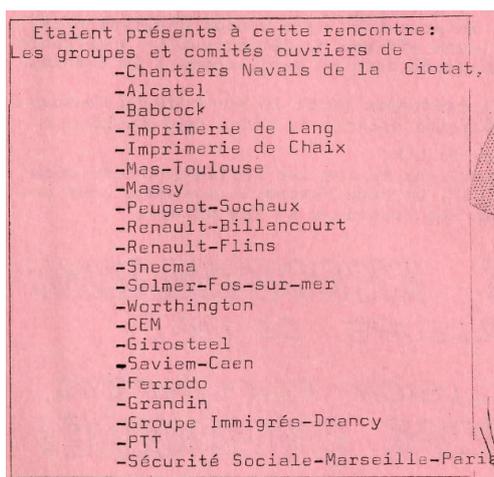
Quel serait le rôle du comité d'action élu ?

Il discute des actions à mener et fait des propositions à l'assemblée générale, souveraine.

Puis il applique les décisions votées majoritairement en assemblée générale. Il peut aussi organiser des commissions de travail où participeraient des volontaires. Une commission chargée du soutien financier, une autre de la liaison avec la Suisse, une autre de la liaison avec le comité de soutien, une autre de la défense de l'usine en cas d'intervention des flics (ce qui n'est pas à exclure)<sup>50</sup>

Le comité d'action devient ainsi l'organe à partir duquel les militants d'extrême-gauche tentent par tous les moyens de promouvoir l'instauration d'un organe unique et élu de conduite de la lutte, rejetant en permanence la prédominance des syndicats, *a fortiori* de la CGT. Cette manière d'encadrer Lip dans un discours global *sur ce qui doit être fait* dans les luttes ouvrières se retrouve également dans la volonté farouche des militants de toujours rapporter Lip à d'autres luttes en cours, et à la nécessaire coordination de ces luttes. La liste des entreprises en grève, ayant recours ou non à des formes d'action proches des Lip, est énoncée à longueur de tracts, de bulletins d'information : parmi les conflits les plus cités, on trouvera Cerizay<sup>51</sup>, Le Joint Français, Renault-Billancourt, EDF, la Rodhiaceta, Kelton, les ouvriers du bâtiment de La-Fos-sur-mer, les paysans du Larzac. Le but immédiat de la lutte de Lip serait donc de s'inscrire dans un mouvement national d'ensemble rassemblant toutes les entreprises en lutte, l'objectif final étant la construction d'un front commun. Le groupe OCR relate, par exemple, le soutien apporté aux travailleurs de Lip par les comités ouvriers réunis à Paris les 23 et 24 juin 1973 (figure 3), signataires d'un appel à la solidarité active entre Lip et les autres combats ouvriers.

**Figure 3 : les comités de soutien solidaires avec Lip, juin 1973**



Source : Tract OCR, juin 1973

<sup>50</sup> Tract LTP, supplément à Rouge, 207, mai 1973

<sup>51</sup> La Cause du peuple leur consacre un article en entier : Cerizay dans le deux sèvres, entreprise Cousseau, reprise d'une usine de chemise en autogestion par les ouvrières Pil (Lip à l'envers) pour chemisiers Populaires d'invention locales

Or, la construction d'un front commun passe par une relativisation très explicite du caractère exceptionnel de Lip, et donc par une mise à distance de l'expérience autogestionnaire, comme par exemple, dans *La Cause du Peuple* :

« Le 18 juin, les Lip décident à l'unanimité de mettre en œuvre eux-mêmes en marche la production. Certains ont pu dire : ils ont défendu leur outil de travail. Soit. Mais exactement comme les gars de Péchiney à Noguères, qui n'ont pas accepté le chantage de la direction, qui a laissé mourir les cuves à électrolyse. Dans un cas, à Lip, les ouvriers ont l'air de s'être attachés à l'outil de production ; dans l'autre, à Péchiney, de s'en être détachés. En fait, dans les deux cas, les ouvriers se sont détachés de la production capitaliste, ont refusé que cette production commande, comme une toute-puissance devant qui on doit céder »<sup>52</sup>

Cette posture globale conduit les différents militants de gauche alternative à émettre des sérieuses réserves sur la portée de la reprise de la production : si produire a permis de marqué les esprits, vendre est une autre affaire. Vendre des montres, n'est pas, et ne doit pas devenir, le but de cette grève. Ce rejet du « commerce », terme récurrent dans les tracts, est exprimé tout au long de l'année 1973, comme dans ce tract de *La Taupe Rouge* :

« VENTE POPULAIRE, ACHATS DE SOLIDARITE : OUI – COMMERCE : NON »

Il ne s'agit pas de faire du commerce. La position est ferme. L'intérêt de la lutte d'abord. C'est en fonction d'elle et des exigences de sa réussite que le travail a été partiellement repris. Pour l'instant, il n'est pas question d'alimenter les détaillants.

A Lip, c'est n'est pas le retour à la normale,  
Sans les patrons, c'est l'Etat d'urgence

Si nécessité s'est fait sentir, plutôt que de remettre en route l'ensemble de l'usine, les travailleurs n'hésiteront pas à utiliser le stock, leur arme ultime, comme ils en ont déjà menacé les patrons.

C'est après tout le produit de leur travail, et ce sont les patrons qui sont les voleurs en s'appropriant, en temps habituels, les produit de leur travail.

Refuser le commerce, ce n'est pas pour les raisons morales, mais pour des raisons d'efficacité. En effet, il n'est pas question d'abandonner la fabrication, il est vital d'assurer aussi la surveillance de l'usine et surtout la popularisation de l'action dans toutes les entreprises de Besançon et de la région. »<sup>53</sup>

Les critiques « pragmatiques » vis-à-vis de la reprise de la production, c'est-à-dire ciblant ce que la production et la vente empêchent de faire, sont en réalité récurrentes dans les publications d'extrême gauche. Les militants reprochent notamment aux commissions « production » et « vente » d'empiéter sur le temps disponible pour la lutte :

« La production et la vente nous prennent du temps, beaucoup de temps, trop de temps que nous pourrions utiliser pour une part à la popularisation, la discussion sur les perspectives et les moyens de renforcer notre lutte, à la confection d'affiche, de tracts, etc. [...] Nous avons maintenant en plus des congés payés assez d'argent pour payer près de deux mois de « salaires de survie » sans compter notre trésor de guerre non encore entamé, on peut tenir jusqu'en septembre. Ne pourrait-on pas maintenant ralentir la production et la vente »<sup>54</sup>

<sup>52</sup> La cause du peuple, 13 septembre 1973, p. 8

<sup>53</sup> Tract LTP, juillet 73

<sup>54</sup> Tract LTP, 9 juillet 73

« Les débats seraient rapportées en AG devant tout le monde, la production et la vente de montre arrêtées pendant le temps des débats et des votes »<sup>55</sup>

« Dans les premiers jours, les commissions Vente, Gestion Financière, Tenue des Stocks, ont été surchargées de travail. Leurs membres s'éxténuaient et avaient peu de temps pour participer aux débats et à l'animation du mouvement. Aussi des garde-fous ont-ils été mis en place pour que l'on ne cède pas aux pressions de la clientèle, ce qui aurait dévoyé le sens du combat mené. Ainsi des horaires ont été établis ; très vite on a arrêté les ventes le samedi et le dimanche, alors que de nombreuses personnes se présentaient. »<sup>56</sup>

Ces avertissements récurrents se couplent avec une préoccupation, que l'ensemble des militants d'extrême gauche, Trotskyistes et marxistes-léninistes compris, ne cesse de marteler à longueur de tracts entre mai et août 1973<sup>57</sup> : la défense de l'usine contre la possible expulsion par la police. Le temps passé à produire, vendre et se payer est décrit de manière récurrente comme un manque de vigilance dans la protection de l'occupation de l'usine par les salariés. L'expulsion de l'usine par les CRS, dans la nuit du 14 au 15 août 1973, confirmera d'ailleurs ces craintes et débouchera sur des affrontements entre ouvriers de Lip, appuyés par des militants d'extrême gauche et forces de l'ordre.

Ainsi, le discours tenu par les militants d'extrême-gauche se concentre de plus en plus au cours de l'année 1973 sur les enjeux de conduite de la lutte<sup>58</sup>, de l'unité des travailleurs à l'échelle nationale, sans que rien ne parvienne à se dégager clairement en termes de « proposition » : ni l'OSR, ni l'idée d'une coopérative, ni l'autogestion proudhonienne ne sont présentées comme de solutions défendues collectivement. Dès que l'évènement du 18 juin est célébré, il est automatiquement teinté de fortes réserves. Or, l'intégralité de ces réserves, de ces doutes, de ces mises en garde, a pour toile de fond une seule et même inquiétude : ne pas laisser penser que Lip ait une quelconque chance de survivre comme « un îlot de socialisme possible dans la jungle capitaliste »<sup>59</sup>. Cette thématique est très abondamment reprise par l'ensemble des militants d'extrême gauche, à tel point qu'il nous ait difficile de retenir des citations ou des passages plus éloquents que d'autres.

De fait, si l'autogestion est mensongère, mais que la lutte armée semble également hors de portée, les « étrangers révolutionnaires » se concentrent sur les modalités de la grève, la nécessité d'une alliance des luttes ouvrières dans la France entière et surtout sur la victoire des travailleurs de Lip et de leurs revendications : pas de licenciement, pas de démantèlement, maintien des acquis sociaux. Or, cette hésitation fondamentale des militants de la gauche alternative quant aux solutions envisageables à partir de l'expérience de reprise de la production, versée à grand renfort de publications dans le débat animant l'usine de Palente, marquera jusqu'au bout la bataille des travailleurs de Palente, qui se réfugieront, la mort dans l'âme, dans la solution coopérative.

### III- LE « DEVENIR COOPERATIF » ET L'ADIEU A LA LUTTE

La grande crainte des militants de la gauche alternative est bien de voir les travailleurs de Lip être tenu à distance de la conflictualité interne au capitalisme, en basculant dans un format économique marginal (autogestion, tiers secteur, coopérative) dont les chances de

---

<sup>55</sup> Tract LTP, 18 août 73

<sup>56</sup> *La Brèche Rouge*, octobre 73, p. 8

<sup>57</sup> Sans citer l'ensemble des allusions à ce problème, nous signalerons les occurrences dans les tracts de *La Taupé Rouge* de mai 73 (n°207 de Rouge), 14 juillet 1973, 23 juillet 1973, 26 juillet 1973, 13 août 1973.

<sup>58</sup> Tous les tracts de l'OCR, LTP, PLC-GOP et FR Enorme tension avec la CGT explose à partir du 12 octobre

<sup>59</sup> *La Brèche Rouge*, octobre 1973, p. 11

survie demeurent faibles dans une économie capitaliste et, surtout, qui dédouane les détenteurs du capital de toute responsabilité quand au sort des travailleurs. Si le « on fabrique, on vend, on se paie » a été un formidable catalyseur d'espoir, il reste délicat de définir la marche à suivre à partir de ces événements, au-delà de la volonté de poursuivre la mise sous tension des contradictions de classe à l'échelle nationale.

Cette hésitation fondamentale de la gauche alternative ne fait que se renforcer face au dénouement des affrontements de l'année 1973. En effet, en janvier 1974, les travailleurs de Lip acceptent en assemblée générale, la solution préparée par un collectif d'entrepreneurs issue de la frange « progressiste » du patronat français, également marquée par mai 1968. Bien que minoritaire au sein du CNPF<sup>60</sup>, ce courant parvient à relayer efficacement auprès du gouvernement la revendication des Lip pour une solution industrielle capitaliste n'induisant aucun licenciement. Grâce à l'intercession des investisseurs Alain Riboud, PDG de BSN et figure de proue du « patronat social »<sup>61</sup> et Renaud Gillet, PDG de Rhône-Poulenc, le gouvernement accepte en effet de confier une mission à un jeune entrepreneur provenant du milieu de la publicité, Claude Neuschwander. Remplaçant dès lors le « plan Charbonnel »<sup>62</sup> auquel n'avaient cessé de s'opposer les « Lip », le « plan Neuschwander » propose de ne supprimer aucun emploi<sup>63</sup>. En contrepartie la société Lip se réorganise, et se transforme dès lors en une holding, la Société européenne d'horlogerie et d'équipement mécanique (SEHEM) – dont C. Neuschwander est nommé PDG –, contrôlé par la Compagnie européenne d'horlogerie (CEH) à hauteur de 66%<sup>64</sup>, et pour la part restante par la SPEMELIP, société qui couvre les activités de l'ancien secteur armement de Lip. Plébiscitée par la CFDT<sup>65</sup> et acceptée à la quasi-unanimité par les ouvriers de Lip lors de l'AG du 28 janvier 1974<sup>66</sup>, cette solution de pérennisation de l'entreprise en régime capitaliste est définitivement validée dès le lendemain par la signature des « accords de Dôle ». À partir de cet instant où Lip redevient aux yeux de la loi une entreprise comme les autres, les ouvriers entrent non seulement dans la légalité, en restituant dès le 30 janvier le stock de montres en leur possession, mais ils reprennent, face à la nouvelle direction, leur « rôle » dans la répartition des tâches et des rapports de forces classique d'un fonctionnement capitaliste usuel, et ce d'autant plus que c'est également la posture qu'adopte C. Neuschwander.

Les travailleurs de Lip n'ont donc choisi ni l'autogestion, ni le contrôle ouvrier, ni le grand soir. Si l'OCI réagit de manière très virulente aux accords de Dôle, les accusant tout

---

<sup>60</sup> Cf. Weber Henri, *Le parti des patrons. Le CNPF (1946-1986)*, Paris, Seuil, 1986.

<sup>61</sup> Cf. Labasse Pierre, *Antoine Riboud. Un patron dans la cité*, Paris, Le Cherche Midi (« Documents »), 2007. Précisons que ce courant, principalement issu du courant chrétien-social, est essentiellement porté par quelques figures plutôt isolées. Aussi, rappelons la mise en garde de Michel Offerlé à l'égard de la reconstruction trop rigide d'une opposition droite/gauche au sein du patronat : « l'opposition d'un patronat de la main gauche (ceux de la commission sociale, celle qui dépense et fait accroître les prélèvements obligatoires) et d'un patronat de la main droite (celui de la commission économique qui proteste contre les charges) pourrait bien être une reconstruction critique de ceux qui, à partir des années 1980, veulent se débarrasser de l'Etat et des négociations collectives, et préfèrent une approche microéconomique et microsociale » ; cf. Offerlé Michel, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La découverte (« Repères »), 2009, p. 90.

<sup>62</sup> Du nom de Jean Charbonnel, ministre du développement industriel et scientifique du 5 juillet 1972 au 27 février 1974.

<sup>63</sup> Plus exactement, le « plan Neuschwander » prévoit de réintégrer progressivement la totalité des salariés de Lip (chacun retrouvant son poste et son niveau de rémunération) avant la fin de la première année. Le 11 mars 1974, les 135 premiers ouvriers entrent dans l'usine à 6h30 du matin en présence du reste de leurs camarades. Le 15 décembre 1974, les 21 derniers ouvriers reçoivent leur lettre de réembauche.

<sup>64</sup> Ebauches S.A étant à elle seule propriétaire de 34%.

<sup>65</sup> Un communiqué de presse confédéral en date du 14 janvier 1974, intitulé « Lip, une solution positive et sérieuse est engagée », souligne notamment que « la solution retenue confirme les appréciations constantes de la SSE, de la FGM et de la CFDT sur la possibilité d'une solution industrielle globale sans démantèlement garantissant l'emploi et les droits acquis des travailleurs » (Archives départementales de l'Isère).

<sup>66</sup> On ne compte que 3 votes « contre » et 16 abstentions pour 650 votants.

simplement d'être la preuve d'une « collaboration entre les autogestionnaires et le patronat le plus dangereux [*car prétendument « progressiste », ndl'a*] »<sup>67</sup>, nos « étranges révolutionnaires » sont, encore une fois, plus partagées. Si ces accords sont présentés comme des victoires – les revendications centrales des travailleurs semblent avoir été respectées, ces derniers ont validé l'accord dans la sacro-sainte Assemblée Générale – les militants d'extrême gauche et du PSU avertissent les travailleurs : alors que l'analyse des accords de Dôle livrée par *Combat Socialiste* (PSU) rappelle que « beaucoup de choses demeurent dans l'ombre », et que « le résultat final de la lutte dépend du niveau de mobilisation que les Lip auront conservés durant les mois qui viennent »<sup>68</sup>, les militants de *La Taupe Rouge* invite à se méfier des formations proposées pour ceux qui attendent d'être réintégré<sup>69</sup>, de ne pas laisser le CNPF s'arroger cette victoire, de considérer C. Neuschwander comme un patron « comme les autres »<sup>70</sup>, tandis que PLC-GOP rappelle que le projet du patronat social reste d'annihiler la contestation ouvrière en l'intégrant dans la société de consommation<sup>71</sup>. Ces avertissements s'apparentent toutefois à des barouds d'honneur : à partir de mars 1974, le matériau en notre possession se raréfie, les quelques tracts et publications récoltés se focalisant sur des conflits en cours au sein de l'usine (statut des femmes, cadences, élections professionnelles, etc.).

Les accords de Dôle se présentent dès lors comme la solution « des Lips », qui doit donc être respectées à ce titre, tout en leur adressant quelques avertissements. Elle est d'autant plus associée à une solution choisie par les travailleurs qu'elle est cohérente avec leur refus déterminé de toute solution coopérative, largement soutenu en cela par les militants d'extrême-gauche. Michel Rocard témoigne de ce refus catégorique des travailleurs de Lip de basculer dans un format coopératif, alors même que certains leaders syndicaux relayaient les propositions du PSU en matière de régie nationale :

« Je suis allé deux fois à Lip, dont une, reçue par l'organisation syndicale, CFDT, pas l'assemblée générale du personnel, pour les convaincre de jouer la formule de la coopérative ouvrière de production. Et ils voulaient pas en entendre parler. Ils... Parce que c'était quand même une formule prête, j'étais à ce moment là en très bon rapport avec l'état major des SCOP, Sociétés Coopératives de Production, c'était un état major national... Et donc s'ils avaient choisi cette formule, on aurait eu toutes les aides possibles pour l'appui technique logistique, de la fédération des SCOP, pour trouver des hommes et peut être un homme, enfin un patron possible, de coopérative et mettre sur pied le système et peut-être même trouver un peu de capital à faire venir. Mais ils n'en ont pas voulu. On veut un patron. Ce qui était probablement un legs d'une méfiance CGT dans l'affaire. »<sup>72</sup>

Cette méfiance, qu'ils partagent avec les militants de la gauche alternative, associée à leur peu d'empressement à s'engager dans les solutions plus radicales de l'OCI, poussent les ouvriers de Lip à accepter les accords de Dôle et à maintenir la pression au sein de l'usine, durant toute l'année 1974 et l'année 1975. Cette activité syndicale continue est relayée épisodiquement par les militants de gauche : *La Taupe Rouge* et la cellule Lip-PSU continuent de diffuser leurs tracts jusqu'en décembre 1974<sup>73</sup>, tandis qu'en 1975, la cellule Fernand Yveton, fondée au sein de l'usine par des militants du Parti Communiste Révolutionnaire (marxistes-léninistes), prend position sur les mauvaises conditions de travail des femmes<sup>74</sup>. Toutefois, conformément

---

<sup>67</sup> OCI, 1974, p. 176 ; l'OCI consacre une large partie de son texte publié en 1974 sur Lip à une attaque du contenu des accords de Dôle (p. 173-177) portant principalement sur de forts doutes exprimés sur la réalité des réembauches, la vente de la filière mécanique, et les conditions de réembauche (salaire, ancienneté).

<sup>68</sup> *Combat socialiste en Franche-Comté*, n°13, février 1974, p. 1

<sup>69</sup> Tract, LTP, 15 janvier 1974 (n° 237)

<sup>70</sup> Tract LTP, 4 février 1974 (n° 240)

<sup>71</sup> Tract PLC-GOP, 1er février 1974,

<sup>72</sup> Entretien avec Michel Rocard, réalisé à Paris, le 4 octobre 2013.

<sup>73</sup> Nous disposons ainsi dans nos archives d'un dernier tract de *La Taupe Rouge* en date du 17 octobre 1974, et d'un tract de la cellule PSU-Lip en date du 3 décembre 1974

<sup>74</sup> Tract cellule Fernand Yveton, supplément au *Quotidien du Peuple*, octobre 1975.

aux craintes exprimées dès les accords de Dôle par les militants d'extrême gauche, l'épisode de la reprise n'est que de courte durée, et la question du devenir de Lip se repose brutalement.

En février 1976, le conseil d'administration de la SEHEM, structure tutelle de la société Lip, décide de réinjecter des capitaux tout en remettant en cause la rigueur de la gestion de C. Neuschwander. L'homme, auparavant porté aux nues, est désormais tenu pour responsable de la faillite<sup>75</sup> de son entreprise. Il ne tarde pas à être remplacé par Jean Sargeuil, nouveau directeur de la SEHEM et Jacques Millet, directeur général de Lip<sup>76</sup>, qui s'empressent d'une part, de dénoncer un modèle de production inadapté (Lip continuant à fabriquer ses pièces détachées au lieu d'assembler des pièces venues d'ailleurs (à l'instar de l'usine KELTON de Besançon), et d'autre part de confirmer le constat de la gestion calamiteuse de C. Neuschwander qui aurait laissé la société exsangue<sup>77</sup>. En conséquence de quoi, les principaux actionnaires, A. Riboud et R. Gillet, décident de ne pas reconduire leurs investissements et réclament un engagement de l'Etat. Ce dernier n'étant finalement pas consenti, les sociétés gestionnaires de Lip sont placées en redressement et confiées à deux syndicats le 13 avril 1976. S'ouvre alors une période durant laquelle les militants de la gauche alternative accompagnent les ouvriers de Lip vers la décision difficile de basculer en format coopératif, et d'abandonner ainsi leur souhait de se maintenir sous un format capitaliste classique, permettant de combattre frontalement les décisions de la direction de l'entreprise, et plus largement du patronat.

Cet accompagnement se fait à partir du constat, unanimement partagé : la grève qui démarre en mars 1976 ne provoquera plus la brèche et l'espoir de celle de 1973. De fait, sur un plan strictement matériel, la mise en place d'un système d'allocation chômage garantissant aux salariés licenciés 90% de leur salaire durant un an, fait que l'urgence de 1973 ne se reproduit pas. Aussi, les responsables syndicaux ne peuvent manquer de faire le constat d'un manque de motivation manifeste de la part des salariés :

« Pour mobiliser le personnel, les délégués, comme en 1973, sont passés dans les ateliers pour discuter par petits groupes. Mais ça a été pénible car on se heurtait à des travailleurs qui n'étaient pas disposés à évoquer ces problèmes [...] Lorsque les administrateurs provisoires sont arrivés, le personnel s'est retrouvé devant le fait accompli, devant l'évidence. Il était temps de réagir : une manif. « Une manif ? Pourquoi ? Ça ne servirait à rien après tout ce que nous avons fait en 1973 ». Les gens n'accrochaient pas à la moindre action si petite soit-elle »<sup>78</sup>.

Les ouvriers se refusent à occuper l'usine dès le début du conflit<sup>79</sup>. Lorsque le 16 avril 1976 les cadres de l'entreprise soumettent au vote l'idée de relancer la production, la proposition est très largement rejetée par les ouvriers, qui s'interrogent désormais très sérieusement sur la viabilité de l'entreprise<sup>80</sup>. Ce n'est finalement qu'après l'annonce de la liquidation le 3 mai 1976 que ces derniers se décident à occuper l'usine. Dès lors, les « Lip » renouent avec

---

<sup>75</sup> Christine Leclerc, journaliste au *Point*, donne un aperçu assez exemplaire du revirement de ton. Dans « Lip : VGE manque le top » (*Le Point*, 9 février 1976), il est ainsi écrit que le patron de Lip « multiplie les coups publicitaires, mais dérouté sa clientèle traditionnelle, n'écoute pas ses conseillers (McKinsey), décourage ses actionnaires (comme Antoine Riboud), lasse ses amis socialistes, qui, du coup le jugent incompetent, et, pour finir exaspère la profession horlogère. ».

<sup>76</sup> Plus précisément, avant que Claude Neuschwander ne se fasse signifier l'injonction de sa démission, le 11 février 1976, l'annonce professionnelle suivante paraît dans *Le Figaro* et *Le Monde* : « Le conseil d'administration de Lip recherche un directeur général ».

<sup>77</sup> Dans l'interview qu'il accorde au journal *Le Point* le 19 avril 1976, Antoine Riboud confirme cette version en fustigeant lourdement, chiffres à l'appui, la gestion de Claude Neuschwander (cf. également : *L'Aurore*, « Lip : les raisons du gâchis exposées pour la première fois par les actionnaires », 22 avril 1976).

<sup>78</sup> Collectif, *Lip : affaire non classée*, Paris, Syros, (« Points chauds »), 1976, p. 82

<sup>79</sup> Un journaliste du *Figaro* note ainsi que « dans cette usine, dont on se refuse toujours à dire qu'elle est occupée, on a veillé fort tard » ; *Le Figaro*, « Lip : cadres et ouvriers à la recherche d'une stratégie », 14 avril 1976.

<sup>80</sup> *Le Quotidien de Paris*, « Une proposition dangereuse des cadres », 17 avril 1976.

certaines des outils déjà éprouvés de leur précédente mobilisation, tels que la confiscation du stock de montres<sup>81</sup>, la mise en place de journées « portes ouvertes »<sup>82</sup> et l'organisation de manifestations partant des portes du site de Palente. Par contre, ils ne s'engagent pas immédiatement dans la reprise de la production des montres, mais ils se lancent – du moins, un grand nombre d'entre eux<sup>83</sup> – dans une « reprise d'activité ». Le rapport des ouvriers au travail semblant s'être modifié, ils initient, à partir du savoir-faire de quelques uns, une série de productions diverses telles que l'élaboration d'un jeu de société politique et sarcastique (le « chômageopoly »), la fabrication d'assiettes décorées, la confection de vêtements, etc. ; l'exemple le plus emblématique en étant certainement la constitution (par les cadres notamment) d'une commission de développement de brevets technologiques dans le domaine médical<sup>84</sup>.

Ce n'est ainsi qu'une année après le début de l'occupation, lorsque les salariés se retrouvent effectivement contraints par l'imminence du terme de leur allocation chômage, que la production des montres est de nouveau sérieusement envisagée et finalement adoptée par l'AG 26 mai 1977<sup>85</sup>. Si ce redémarrage, qui doit permettre d'assurer des indemnités de survie, est bel et bien qualifié d'autogestion<sup>86</sup>, C. Piaget affirme au *Figaro* que « les travailleurs y ont été acculés »<sup>87</sup>, et déclare au *Monde* : « les premiers d'entre nous seront touchés à la mi-juillet [par la suppression des allocations], et n'auront que l'aide prévue par la loi soit 380 francs par mois »<sup>88</sup>. La différence dans le recours à une organisation autogérée de la production entre les deux grèves des « Lip » est à cet égard plutôt saisissante : alors qu'il avait constitué en 1973 un acte offensif dans la stratégie des « Lip » pour rééquilibrer le rapport de forces dans les négociations avec leur actionnaire, il s'apparente désormais davantage à la tentative de la dernière chance d'ouvriers poussés jusque dans leurs derniers retranchements<sup>89</sup>. Finalement, l'entreprise ne connaîtra pas de second accord de Dôle : la liquidation est définitivement prononcée en 1977, et les ouvriers se trouvent cette fois-ci devant l'absolue nécessité de se réorganiser afin de survivre, en dehors d'un format capitaliste actionnarial classique.

C'est donc dans le courant de l'année 1977 qu'émerge le projet d'une coopérative ouvrière, sur la base des différentes activités qui continuent, parallèlement à la production de montres, à se développer dans l'usine<sup>90</sup>. Pourtant, tout au long de ce processus, les travailleurs de Lip continuent de prendre leurs distances avec l'idée d'autogestion, mais cette fois-ci dans des espaces de discussion plus discrets. Ainsi, on trouve dans la correspondance du comité des travailleurs de Lip des prises de position explicites, comme par exemple dans cette

---

<sup>81</sup> Cf. *Le Monde*, « Après la 'disparition' du stock de montres Lip une information judiciaire est ouverte », 29 juillet 1976.

<sup>82</sup> Ces journées, dont les premières se tiennent les 9 et 10 mai 1976, continuent à susciter une très forte affluence.

<sup>83</sup> Les estimations que nous avons recensées dans la presse s'accordent sur une fourchette allant de 300 à 400 salariés.

<sup>84</sup> *Le Monde*, « Les Lip travaillent à la mise au point d'accessoires médicaux », 6 novembre 1976. Le bureau d'étude ainsi constitué participera au projet des « Lip » jusqu'au départ de ses membres fondateurs en juin 1977.

<sup>85</sup> *Le Matin de Paris*, « Lip c'est reparti », 27 mai 1977.

<sup>86</sup> Cf. *L'Aurore*, « En 'autogestion', les Lip vont refabriquer des montres », 27 mai 1977 ; *Le Quotidien de Paris*, « Les Lip reprennent leur production sauvage », 27 mai 1977.

<sup>87</sup> *Le Figaro*, « Les Lip s'installent à leur compte », 27 mai 1977.

<sup>88</sup> *Le Monde*, « Les ouvriers de Lip reprennent la production », 28 mai 1977.

<sup>89</sup> De manière significative, alors que la première « paye sauvage » du 3 août 1973 s'était déroulée dans la liesse générale, celle qui a lieu le 31 mai 1977 se produit quant à elle dans un climat d'inquiétude : elle ne concerne qu'une partie des ouvriers et la suivante n'est envisagée qu'avec une angoisse certaine, car « le mois prochain, c'est la paye de 500 personnes qu'il faudra assurer... » ; in *Libération*, « Première 'paye sauvage' nouvelle série pour les Lip », 15 juillet 1977.

<sup>90</sup> Dans le courant de l'année 1977, un salon de coiffure, un garage ainsi qu'un restaurant populaire (dont le repas est à 4 francs) voient notamment le jour.

réponse adressée à un syndicat FO de Rodez accusant les « gauchistes » et les « intellectuels » d'avoir ruiné l'entreprise dans un « folklore autogestionnaire » :

« Vous êtes les seuls à utiliser le terme autogestion pour Lip. La CFDT ne l'a jamais employé. Il semble que vous, qui prétendez ne pas faire de politique, vous utilisez ce terme pour combattre une idée politique. Vous faites preuve d'incohérence Messieurs. D'accord vous ferez tout pour que le système reste en place, mais croyez bien que ce ne sont pas des tracts diffamatoires qui modifieront notre confiance, quant à un changement de système qui permettra à l'ensemble des travailleurs de prendre en main leur affaire. »<sup>91</sup>

Ce paradoxe de la constitution concrète d'une coopérative qui se défend de toute velléité autogestionnaire semble reprendre les doutes des militants de gauche alternative exprimés lors de l'année 1973. Afin de comprendre cette similitude, nous pouvons nous concentrer sur un document tout à fait éloquent : l'article que consacrent dans leur propre bulletin<sup>92</sup> les travailleurs de Lip à leur projet final de constitution d'une coopérative, par l'intermédiaire d'un vote en date du 8 novembre 1977. Cet article, intitulé « un choix de lutte », témoigne des doutes fondamentaux exprimés par les travailleurs de Lip au moment de s'engager dans une voie qu'ils ont toujours cherché à éviter.

Le choix de la coopérative est d'abord présenté sous l'angle du pragmatisme et de la controverse interne. Le pragmatisme repose sur un diagnostic comparé : en 1973, l'ampleur de la mobilisation, le contexte (peu de chômage), la présence d'investisseurs rendait inutile la solution coopérative ; en 1977, après un an et demi de conflit sans solution, un chômage en plein explosion, une stratégie de « pourrissement » des pouvoirs publics entraînant une démobilisation palpable, la coopérative s'est imposée. Mais elle ne s'est imposée qu'au terme d'un débat long et contradictoire :

« Ce fut à vrai dire, un murissement lent, puisque 3 bons mois ont été nécessaires avant d'arriver à la décision. Mais le 8 novembre dernier, l'Assemblée générale des travailleurs, votait et se prononçait pour la création d'une coopérative susceptible de favoriser la relance d'activités industrielles à Palente, et ce, dès le mois de mars-avril prochain. »<sup>93</sup>

Les travailleurs de Lip se défendent alors de toute solution miracle. Plus précisément, ils tiennent à rappeler en permanence que le choix de la coopérative ne signifie aucunement l'abandon de la lutte des classes, de la lutte contre les capitalistes et l'Etat. Consacrant plusieurs passages de cette édition de Lip Unité au lien entre « rapports entre les structure de la lutte et la coopérative », les Lip témoignent de leur volonté de continuer à combattre :

« Les travailleurs ne disent pas : « La Coop va résoudre l'ensemble des problèmes sociaux et industriels », pas plus qu'ils ne disent : « Lip est viable, seul ». Ou bien : « La diversification est inutile, l'horlogerie, seule, compte... »

Par contre, ce choix manifeste la volonté de créer « au sol » des activités horlogères et de diversification industrielle afin de contribuer à résoudre le problème de l'emploi (le nôtre comme celui de notre région horlogère !). Loin de « dédouaner » les Pouvoirs publics ou de se substituer à eux, notre démarche prouve que « l'horlogerie française » est possible, que la diversification est nécessaire que, seule une politique de soumission aux profits et intérêts capitalistes, est responsable de la situation actuelle. En clair, nous posons la première pierre d'un édifice dont ils ont la responsabilité. Responsabilité qu'ils refusent d'assumer pour des raisons de « solidarité d'intérêt » ».

C'est alors que se dessine une rhétorique éminemment « Gorzienne », destinée à légitimer leur choix. Pour rappel, André Gorz publie en 1964 un ouvrage intitulé *Stratégie ouvrière et lutte des classes*, ayant profondément marqué les débats syndicaux et militants des années

---

<sup>91</sup> Collectif des travailleurs Lip, « Réponse au tract du syndicat Force Ouvrière – Cayssiols », Lettre du 20 mai 1976.

<sup>92</sup> Lip Unité, n°11, deuxième série, février 1978.

<sup>93</sup> Ibid., p. 4

1960 et 1970<sup>94</sup>. Dans cet ouvrage, le sociologue marxiste insiste sur la difficulté de faire persister la crédibilité d'une alternative socialiste dans une société capitaliste intégrant la classe ouvrière dans un « confort » consumériste. Il convient dès lors de changer de stratégie, en assurant la promotion de « réformes révolutionnaires » au sein même du système capitaliste, pour crédibiliser l'alternative socialiste. Ce « réformisme » assumé et revendiqué par l'auteur transparait largement dans l'argumentaire global des Lip :

« - Dans un système capitaliste, il convient de localiser constamment l'Ennemi. De dénoncer sans cesse sa responsabilité. Conjointement, de développer au maximum la solidarité en s'appuyant sur les forces populaires et les partis politiques qui veulent un réel changement de société : c'est le b.a.ba de toutes luttes !

- Dans un système, refusé par les travailleurs, il est aussi fondamental de créer et développer – à la base – les actions, expériences susceptibles « d'ouvrir l'avenir » et donc d'affermir la marche vers le socialisme »<sup>95</sup>

« Créer une coopérative est donc, pour nous « un nouveau moyen de lutte ». Moyen original, puisque la première fois peut-être ? des travailleurs utilisent « l'activité industrielle » comme élément d'un rapport de forces pouvant les amener à conclure victorieusement leur lutte pour l'emploi.

Mais l'originalité du choix ne s'arrête pas là. Par une lutte, vivante et communautaire, par la mise en œuvre d'activités multiples – qui vont de l'action de popularisation à l'activité industrielle – par la découverte d'autres relations – au travail, à la hiérarchie, à la personne, au groupe – sont possibles... ils vivent et posent « les premiers jalons d'une autre entreprise, d'une autre Société ! On dit souvent : « pas d'îlot autogestionnaire dans un monde capitaliste ». Peut-être. A condition d'ajouter : « pas de changement en profondeur – et donc jamais de Société autogérée – si dès maintenant on ne cultive pas les « germes du changement »... »<sup>96</sup>

Pourtant, malgré cette tentative de légitimation reprenant des arguments en circulation au sein de l'usine depuis le début du conflit, les travailleurs du Lip tentent d'assumer la conséquence directe de leur choix, à savoir la « sortie » du rapport de force direct de la lutte des classes :

« La coopérative Lip, ce sera donc tout cela : une ambiguïté permanente à assumer, une dénonciation vivante du manque de responsabilité de ceux qui gouvernent, un moyen privilégié de lutte, non seulement pour Lip, mais pour l'ensemble des travailleurs de l'horlogerie, tant il est évident que 500 emplois ne seront créés à Lip que si se met en place un plan sérieux qui permette aussi à tous nos camarades de la branche horlogère de pouvoir encore travailler et VIVRE AU PAYS »<sup>97</sup>.

Face à ce choix, les réactions des militants d'extrême gauche ne sont pas légions. En décembre 1977, une édition spéciale du journal *l'Étincelle*, publié par l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT), présente les dernières réticences des militants de cette gauche alternative face à ce qu'elle considère comme un suicide économique, et surtout une sortie des Lip de la conflictualité sociale. Après avoir repris les arguments énoncés plus avant, l'OCT met en garde :

« Pourtant..., pourtant,...

La réanimation industrielle prend essentiellement la forme d'une coopérative ouvrière classique, qui sera soumise aux dures lois du marché capitaliste. C'est clair que cette nouvelle forme de lutte mise en place comporte des risques. Au premier rang desquels celui de la normalisation du conflit. »<sup>98</sup>

---

<sup>94</sup> Voir par exemple le témoignage d'Alain Lipietz, à la mort du sociologue : Lipietz Alain, « André Gorz et notre jeunesse », *Multitudes*, 4 (31), 2007, p. 163-169.

<sup>95</sup> Lip Unité, 11, p. 4

<sup>96</sup> Idem.

<sup>97</sup> Idem.

<sup>98</sup> *L'Étincelle*, 3 décembre 1977.

Ce qui aura manqué à Lip durant cette nouvelle de lutte, dit *l'Étincelle*, c'est une véritable coordination des travailleurs en lutte, permettant de mener un combat global, uni et national. En dehors d'un cadre national, Lip ne peut faire autre chose que de disparaître, en se « normalisant » et en disparaissant de la carte des points de lutte en France :

« Tout le problème est en fait d'arriver à recréer une nouvelle dynamique des luttes sur l'emploi au niveau national.

- si Lip reste une lutte isolée, l'échec est très probable à terme. Echec sous la forme d'une « coopérative ouvrière normalisée »

- si dans les usines fermées par les patrons, les travailleurs commencent à reprendre systématiquement la production en contestant l'ancienne organisation du travail, en élaborant de nouveaux produits, etc... alors, tout le pouvoir subversif du : « C'EST POSSIBLE, ON PREND SES AFFAIRES EN MAINS » pourra à nouveau être libéré »

Sans nous attarder sur le devenir de la coopérative, qui donnera d'ailleurs naissance à une multitude d'autres coopératives, signalons simplement que les craintes exprimées à la fois par les travailleurs de Lip et les militants de gauche alternative n'étaient pas infondées. Si l'évènement Lip a marqué la trajectoire de quelques uns de ses plus actifs protagonistes, devenus de véritables figures de la gauche française (tels que Charles Piaget), l'entreprise elle-même n'est plus en problème patronal et gouvernemental à partir de janvier 1978. C'est bien à cette date que l'usine de Palente cesse d'apparaître, pour tous ceux qui ont accompagné la lutte, un levier d'ouverture pour l'imaginaire ouvrier. Lip se place désormais au bord de la lutte des classes, formant bientôt le lointain souvenir d'un combat inoubliable, mais perdu.

## CONCLUSION

Suivre la construction tâtonnante d'une position politique au sein de la gauche alternative durant les évènements de Lip permet d'éclairer un processus structurel et fondamental de cet évènement, souvent effacé au profit d'une lecture historique trop linéaire qui tendrait à la « réduire » à un épisode éphémère de l'autogestion française. Ce processus structurel pourrait être décrit comme suit : les travailleurs en lutte contre les licenciements économiques sont toujours plus « invités » à se diriger vers des solutions entrepreneuriales alternatives dont eux seuls auront la responsabilité. Ce que les militants d'extrême gauche *comprennent*, de même que de nombreux ouvriers de Lip, et notamment les leaders syndicaux qui n'auront de cesse de refuser la solution coopérative, c'est que ce qui a fait la force de l'évènement Lip (la reprise de la production) en constitue immédiatement la plus grande faiblesse. En effet, cette reprise de la production entraîne irrémédiablement Lip vers un avenir économique situé en dehors du rapport de force capitaliste : tant que Lip est une entreprise en lutte contre les licenciements, le rapport de force existe ; dès qu'elle bascule dans un statut coopératif, plus ou moins autogéré, elle s'efface de la carte des « problèmes à résoudre ». A Lip, la solution coopérative sera perçue, jusqu'au bout, comme une forme de défaite. Les militants d'extrême gauche ne sont, bien sur, pas à l'origine de cette perception : mais ils ont incontestablement contribué à alimenter l'idée que la lutte des travailleurs bisontins ne devaient pas les amener à sortir du régime capitaliste actionnarial, mais bien à renverser ceux qui revendiquent son contrôle.

C'est en cela que l'étude de la gauche alternative, d'un point de vue historique, peut être rapportée à la situation actuelle. Les doutes qui s'expriment au sein de ces militants durant l'évènement Lip préfigurent, en quelque sorte, les débats contemporains sur les solutions de maintien de l'emploi dans des situations de liquidation économique des entreprises, décidées unilatéralement par les détenteurs du capital. Face aux licenciements économiques, la recrudescence de projets de reprises d'entreprises par les travailleurs dans des formats juridiques coopératifs (Société coopérative et participative, Société coopérative d'intérêt collectif), ne serait-ce qu'en France, a profondément marqué les débats récents sur

les voies de sortie de la crise économique. Alors que les pouvoirs publics semblent de plus en plus démunis ou inefficaces face aux délocalisations et aux plans sociaux, les syndicats et les travailleurs eux-mêmes semblent se reporter de plus en plus spontanément vers ces solutions de reprise<sup>99</sup>. Malgré de nombreux échecs des reprises d'entreprises en format coopératif, dont la faillite de Fagor Electrodomesticos, marque phare des coopératives de Mondragon, est actuellement un symbole, l'idée d'une possibilité de reprise des entreprises en liquidation par les travailleurs, dans des formats de gestion plus horizontaux, coopératifs, participatifs et proches de ce que l'on pourrait qualifier d'autogestion, anime très largement les militants de gauche à travers l'Europe. Ces militants sont notamment à la recherche d'un statut juridique adéquat permettant d'envisager l'organisation à grande échelle des création/récupération d'entreprise par un groupement de salariés ne souhaitant plus reproduire un schéma de gestion capitaliste.

Pourtant, aujourd'hui comme hier, l'autogestion, même dotée de statuts juridiques, n'apparaît pas comme l'assurance d'une alternative économique capable de faire vaciller le capitalisme. Le recours aux procédures juridiques permettant d'établir des formats d'entreprises autogérées ne garantit pas, à lui seul, l'entrée dans une alternative au capitalisme. Les travaux de Maxime Quijoux (2011) sur les récupérations d'usine en Argentine alimentent cette lecture. En effet, en Argentine, la récupération d'usine par les salariés, phénomène récurrent depuis la crise financière de 2001, a été reconnue officiellement par l'intermédiaire d'une loi sur l'expropriation des usines en 2002. Toutefois, la reconnaissance de cette possibilité d'entrer dans un modèle autogestionnaire connaît deux limites importantes. D'une part, les procédures coopératives pratiquent une autogestion variable : d'une entreprise à l'autre, les possibilités offertes par la loi donnent lieu à des formes mouvantes et instables de coopératisme. D'autre part, l'autogestion n'empêche pas, loin s'en faut, le maintien des rapports d'exploitation au sein de la communauté de production. M. Quijoux observe ainsi, de manière ethnographique, une forte continuité dans les comportements au travail, entre la période de la gestion patronale et la gestion ouvrière : valorisation du rendement individuel, de la discipline, du zèle, de l'individualisme concurrentiel. Les procédures autogestionnaires peuvent ainsi reproduire, paradoxalement, une culture d'entreprise relevant du management capitaliste.

Ce que nous permet de comprendre les attermoissements de nos « étranges révolutionnaires », à la fois fascinés et inquiétés par l'évènement Lip, c'est la formation d'un problème politique global, auquel les conflits sociaux en régime capitaliste sont plus que jamais confrontés. Résumons ce problème : alors que les impératifs de l'économie de marché semblent s'imposer comme des voies uniques (*There Is no Alternative*) seules à même de se prononcer sur la viabilité de tel ou tel secteur industriel, alors même que ces impératifs ont fait la preuve de toute leur incurie (Blyth, 2013), peut-on raisonnablement compter sur la solution coopérative pour enrayer cette domination de l'économie sur le politique ? Sans chercher à répondre ici à ce problème, nous constatons qu'il a été posé, voici quarante ans, par des militants tentant d'analyser, chemin faisant, *le sens politique* de l'évènement Lip. Loin de pouvoir être réduite à leurs stratégies (réelles) d'enrôlement et d'endoctrinement, leur activité au sein de Lip mérite d'être étudiée pour ce qu'elle nous apprend sur la racine de nos problèmes contemporains.

---

<sup>99</sup> Citons, pour exemple, les cas des entreprises SeaFrance, reprise en 2011 par les 880 salariés (avec l'appui financier d'Eurotunnel), ou encore de l'entreprise d'imprimerie Comareg, fermée par le groupe Hersant et reprenant son activité sous le nom d'Inter59.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bensa Alban, Fassin Eric, 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, p. 5-20.
- Bltyh Marc, 2013, *Austerity: The History of a Dangerous Idea*, New York, Oxford University Press.
- Castleton Edward, 1997, *Lip : une remise à l'heure, de l'action sociale à la gestion de la production (1973-1983)*, mémoire de DEA, IEP Paris.
- Champeau Thomas, 2007, *Lip : le conflit et l'affaire (1973)*, mémoire de Master soutenu à l'EHESS.
- Divo Jean, 2003, *L'affaire Lip et les catholiques de Franche-Comté*, Yens sur Morges/Saint-Gingolph, Editions Cabédita.
- Georgi Franck, 2003, « Les « rocardiens » ; pour une culture politique autogestionnaire », in Georgi Frank (dir.), *Autogestion. La dernière Utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Georgi Franck, 2014, « Le « moment Lip » dans l'histoire de l'autogestion en France », *Semaine Sociale Lamy*, 1631 (supplément), p. 65-71.
- Gorz André, 1964, *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, Paris, Editions du Seuil.
- Lindenberg D., 2005, « À gauche de la gauche », in Becker J-J., Candar G. (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, p. 119-134
- Neveu, Érik, 2008, « Trajectoires de “soixante-huitards ordinaires” », in D. Damamme, B. Gobille, F. Matonti, B. Pudal, dir., Mai-Juin 68, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, , p. 306-318.
- Penissat Étienne, 2005, « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, 2 (59), p. 71-93
- Pernin Pauline, 2014, *Lip quarante ans après, des commémorations en tensions*, Mémoire de Master 1, Université de Lille 2.
- Petiot Geneviève, 1990, « D'autogestion en autonomie, où en est le « socialisme démocratique » ? », *Mots*, 22, p. 20-31.
- Quijoux Maxime, 2011, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Paris, Éditions de l'IHEAL.
- Rancière Jacques, 1981, *La nuit des prolétaires. Archive du rêve ouvrier*, Paris, Fayard.
- Raguenès Jean, 2008, *De Mai 68 à Lip : un dominicain au cœur des luttes*, Paris, Karthala.
- Rosenvallon Pierre, 1976, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Seuil.
- Sauvêtre Pierre, « La problématisation de la participation à travers l'histoire de la gouvernementalité », *Participations*, 2 (6) , p. 35-63.
- Salles, Jean-Paul, 2005, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- Vigna Xavier, 2007, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.